



LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 2269 - VENDREDI 27 MARS 2015

Football / U-23

Congo - Maroc ce soir à Casablanca

Les Diables rouges de moins de 23 ans affrontent, aujourd'hui à 19 heures, l'équipe A' du Maroc à Casablanca. Cette rencontre amicale qui signe le retour sur l'arène des Rouges, après l'épopée de la CAN 2015 en Guinée Équatoriale, est d'une grande importance « au regard de notre calendrier international », a précisé le sélectionneur Claude Le Roy. Il consacre notamment le début de la campagne vers la quête de la médaille d'or aux Jeux africains de Brazzaville par cette sélection des Espoirs.

Page 16



Les Diables rouges U-23

PROMOTION DES INVESTISSEMENTS

Un fonds américain pour soutenir le secteur privé congolais

En vue d'aider le secteur privé congolais en quête de financement, des investisseurs américains du Business Council for international Understanding (BCIU), une structure spécialisée dans le dialogue public-privé,

entendent mobiliser près de 50 millions de dollars au profit du Congo. Selon le chef de la délégation du BCIU, Rodney Mc Alister qui a rencontré, jeudi, les acteurs du secteur privé congolais, ce fonds serait des-

tiné aux seules entreprises disposant d'un potentiel avéré et des projets qui garantissent une rentabilité susceptible d'assurer le remboursement dans le délai.

Page 3

PÊCHE ET AQUACULTURE

Le Congo multiplie des initiatives pour augmenter l'offre en produits halieutiques

Dans la perspective d'augmenter cette offre et réduire ainsi le coût des importations de poissons, le gouvernement congolais peaufine sa stratégie en s'ouvrant à divers partenaires internationaux dont le Fonds international de développement agricole (Fida).

En séjour de travail au Congo, le directeur de cette institution pour les régions Afrique de l'Ouest et du Centre, Ides Willebois a évoqué avec le ministre de la Pêche et aquaculture, Bernard Tchibambelela, les opportunités qu'offre son orga-



Ides Willebois et Bernard Tchibambelela, au sortir de l'audience

nisme dans le financement de ce secteur, conformément au programme cofinancé par le Fida et le Congo.

Page 5

DÉPARTEMENT DU POOL

L'OMS fait don de matériel d'assainissement aux populations de Kinkala

La représentante de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) au Congo a remis hier un important lot de matériel aratoire, de poubelles, ainsi que des blocs sanitaires d'une valeur de 86,5 millions FCFA au profit du chef-lieu du département du Pool. Binta Fatoumata Diallo a inscrit cette remise de matériels et équipements dans le cadre du projet conjoint des

Nations unies pour la consolidation de la paix, la prévention des conflits et la sécurité humaine en République du Congo. En marge de cette rencontre, le Haut-commissaire chargé de la réinsertion des ex-combattants, Norbert Dabira, a lancé une campagne de sensibilisation à l'hygiène alimentaire.

Page 5

SANTÉ

La Guinée lance la vaccination à grande échelle contre Ébola

La première campagne de vaccination massive contre la fièvre hémorragique à virus Ébola a été lancée dans l'une des régions les plus touchées de la Guinée Conakry. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a salué le 25 mars cette opération qui engage la communauté médicale vers une étape jamais franchies dans la lutte contre cette maladie. « Cette opération historique nous donne espoir à tous, en Guinée et partout

dans le monde. Si l'efficacité et l'innocuité du vaccin sont démontrées, nous pourrions bientôt disposer d'un outil de santé publique efficace contre la maladie à virus Ébola », a estimé le représentant de l'OMS en Guinée, le Dr Jean-Marie Dangou.

Page 6

Sommaire

DIPLOMATIE

La Namibie a célébré les 25 ans de son indépendance au Congo

Page 2

CONSEIL DE SÉCURITÉ

Le mandat de la Monusco prolongé d'un an

Page 12

ÉDITORIAL

Modèle

Page 2

ÉDITORIAL

Modèle

Le Congo, comme tous les pays, a sans doute beaucoup de défauts, mais il a une qualité que l'on ne saurait contester : celle d'avoir su sortir seul, sans l'aide de personne, d'une crise interne qui aurait pu, qui aurait dû, le détruire. Et s'il a pu le faire, c'est parce qu'au terme d'une confrontation violente de plusieurs mois, la raison l'a emporté sur la passion grâce à une réconciliation qui paraissait utopique à beaucoup, mais qui s'est révélée à tous égards efficace.

À l'heure où certains semblent miser sur la résurgence des passions destructrices pour tenter de s'imposer sur la scène politique, il importe de rappeler d'où nous venons à ceux qui l'auraient oublié. Non pour rouvrir les blessures qui nous firent tant de mal, mais pour souligner les vertus du dialogue à venir concernant les institutions, la gouvernance publique, l'équilibre des pouvoirs, la sécurité intérieure et extérieure de la nation. De lui, en effet, et de lui seul peut sortir le processus qui fera du Congo une démocratie modèle dont s'inspireront à l'avenir nombre de nations émergentes.

La grande force de Denis Sassou N'Guesso a été d'ouvrir toutes grandes les portes de la réconciliation au lendemain des guerres civiles de 1997 et 1998. Au lieu de s'enfermer dans une forteresse après avoir fait taire les armes sur toute l'étendue du territoire congolais, il a proposé de reconstruire l'unité nationale sur des bases solides. Et pour cela, il a proposé à ses adversaires de participer activement à la reconstruction du pays, ce que ces derniers ont accepté courageusement en réintégrant les institutions de la République, tant au sein des assemblées parlementaires qu'au sein du gouvernement où ils oeuvrent encore avec efficacité.

Quelle que soit la démarche à venir pour ancrer plus fortement notre démocratie dans la modernité, c'est d'abord et avant tout cette unité nationale qu'il convient de protéger. Car c'est elle, et elle seule, qui a permis au Congo de devenir ce qu'il est aujourd'hui : un pays en plein développement, dont le niveau de vie s'élève constamment, dont les infrastructures se modernisent, dont la sécurité intérieure et extérieure est assurée, dont la voix se fait entendre sur la scène internationale avec de plus en plus de force.

N'oublions donc jamais d'où nous venons !

Les Dépêches de Brazzaville

25^e ANNIVERSAIRE DE L'INDÉPENDANCE DE LA NAMIBIE

Une occasion de raffermissement des relations avec le Congo

Le gouvernement namibien est déterminé à renforcer sa coopération multiforme avec le Congo pour l'intérêt des peuples des deux pays, selon l'ambassadeur de la Namibie au Congo, Violio Hifindaka. Le diplomate namibien a réitéré cette volonté lors d'une cérémonie commémorant le 25^e anniversaire de l'indépendance de son pays.

« Nous sommes prêts à travailler d'un commun accord avec le peuple et le gouvernement de la République du Congo, en vue de l'approfondissement de la coopération politique, diplomatique et économique », a-t-il déclaré le 26 mars dans la salle des banquets du ministère des Affaires étrangères et de la coopération, à Brazzaville.

Devant un parterre d'ambassadeurs et autres chefs de missions diplomatiques accrédités au Congo, et en compagnie du ministre congolais des Affaires étrangères et de la coopération, Basile Ikouébé, le diplomate namibien a salué l'excellence des relations qui existent entre Brazzaville et Windhoek, marquée par des gestes de solidarité réciproques. « Nous célébrons également les relations historiques bilatérales qui existent entre les peuples namibien et congolais (...). Le peuple congolais s'est distingué par le soutien de la juste cause pour la libération de la Namibie », a ajouté Violio Hifindaka. Pour l'ambassadeur, le soutien du Congo a été prouvé

entre autres par la diffusion de la voix de la Namibie à partir du sol congolais ; la création de l'Ecole secondaire technique dénommée Centre de formation des cadres de la Swapo (South-West African People Organisation), alors en lutte de libération de la Namibie et de l'Afrique australe. S'y ajoute le rôle joué par le Congo en vue de la signature des accords de 1988 ayant débouché sur la libération de la Namibie et d'autres pays de l'Afrique australe.

Notons que c'est sur le site du Centre de formation des cadres de la Swapo qu'a été créé l'Institut de formation technique et professionnelle de Loudima. L'établissement a été inauguré le 22 octobre 2014, par les chefs d'Etat congolais et namibien Denis Sassou N'Guesso et Hifikepunye Lucas Pohamba.

Espérant qu'avec l'existence de la commission mixte entre les deux parties, des engagements conclus dans différents domaines vont être honorés, l'ambassadeur a réaffirmé la détermination de travailler à l'accomplissement des accords conclus. « Je suis persuadé qu'avec l'ouverture récente de l'ambassade de la République de Namibie au Congo, nous serons en mesure de faire des percées dans ces domaines afin d'atteindre les résultats escomptés pour le bénéfice de nos deux peuples », a-t-il souligné.

Violio Hifindaka a par ailleurs fait le point des progrès accomplis par son pays depuis son accession à la souveraineté nationale, et évoqué les défis qui restent à affronter. Il s'est réjoui du

« développement économique et social qu'a connu » la Namibie durant les vingt-cinq dernières années, y compris en matière de réconciliation nationale, de la communication, dans le domaine foncier. « Le gouvernement offre l'enseignement primaire et secondaire gratuitement », a indiqué l'ambassadeur qui s'est aussi félicité de ce que son pays s'est distingué pendant ce quart de siècle par « l'offre massive de logements au public »

Pour ce qui est de l'engagement envers la parité hommes-femmes, l'ambassadeur a dit que la Namibie qui a atteint 48% de représentation des femmes à l'Assemblée nationale, s'emploie pour que des femmes soient davantage nommées dans des instances de prise de décision.

Malgré ces avancées, Violio Hifindaka a affirmé que la Namibie « fait face à de nombreux défis », dont ceux relatifs au manque d'énergie suffisante et au changement climatique, qui contiennent à être une préoccupation pour le développement du pays.

Les festivités commémoratives de l'indépendance de la Namibie auxquelles ont pris part les chefs d'Etat et de gouvernement de plusieurs pays, dont le président Denis Sassou N'Guesso, se sont déroulées le 21 mars dernier à Windhoek. C'est à l'occasion de ce jour anniversaire de l'indépendance que le troisième président de la Namibie, Hage Gottlieb Geingob, a été investi dans ses fonctions en remplacement du président Hifikepunye Pohamba.

Nestor N'Gampoula

VIE DES PARTIS

Le PNR se retire de la majorité présidentielle

Dans une déclaration rendue publique le 26 mars à Brazzaville, le Parti national pour le rassemblement du Congo (PNRC) du président Julien Mbani a décidé de son retrait immédiat du collège des partis de la majorité présidentielle. Elle a exprimé son ralliement à la plateforme des partis de l'opposition.

Parmi les raisons évoquées par cette formation politique pour justifier ce départ, on peut noter : le mutisme et l'indifférence des partenaires de la majorité notamment le Parti congolais du travail. Le

PNRC dit être exclu des activités du Rassemblement de la majorité présidentielle (RMP). Quant au débat sur le changement ou non de la Constitution du 20 Janvier 2002, ce parti a fait savoir que non seulement celui-ci est faux et inutile mais qu'il est orchestré par des caciques du PCT. Un débat qui n'engage pas le PNR qui, du reste, s'oppose catégoriquement au changement de la loi fondamentale. Il a, cet effet, fait la lecture des articles 3/86/110/180/183/ et 185 de cette constitution qui n'autorise en aucun cas au président de la République et au Parlement d'appeler à un quelconque référendum sur le changement de la constitution.

Le PNR a d'autre part fait savoir dans cette même déclaration que la création du RMP visait à gagner et gouverner ensemble conformément à la constitution. Il n'était pas question de gagner et de changer la constitution en fin de mandat. Ainsi, au terme d'une analyse critique et réfléchie et tirant les conclusions de cette analyse, ce parti a pris l'engagement de rallier l'opposition opposée au changement de la constitution. Il a interpellé tous ses militants à adhérer à toutes les réflexions et actions de l'opposition visant à barrer la route au changement de la constitution.

Jean Jacques Koumba

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo,
Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumba, Josiane Mambou Loukoulou
Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa

Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service), Rock Ngassakys
Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta, Durly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Méline Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo
Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa

Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Marcel Myande, Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200
Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Coordination : Rose-Marie Bouboutou
Rédaction : Rose-Marie Bouboutou, Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma
Administration : Béatrice Ysnel

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Farel Mboko

Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Martial Mombongo
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga
Commercial Pointe-Noire : Méline Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia
Assistante de direction : Sylvia Addhas
Diffusion de Brazzaville : Guyche Mot-signet, Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mumbelé Ngono

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola
Service pré-press et contrôle de qualité :

Eudes Banzouzi (chef de service)

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France) / 38 rue Vaneau
75007 Paris/Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

DIALOGUE POLITIQUE

Les ambassadeurs pour la paix universelle invitent à plus de patriotisme

À l'issue du Conseil d'administration qui s'est tenu le 25 mars à Brazzaville sous la présence de Maurice Nguesso, la Fédération pour la paix universelle du Congo a rendu publique une déclaration dans laquelle cette organisation a analysé la situation politique actuelle au Congo, dominée par le débat sur le changement de la Constitution et la convocation d'un dialogue politique.

Les ambassadeurs pour la paix universelle ont, à cette occasion, lancé un appel aux acteurs politiques et à ceux de la société civile de ne ménager aucun effort, en vue de la préservation de la paix au Congo. Ils les ont invités à tout mettre en œuvre pour un dénouement heureux et responsable des divergences politiques constatées actuellement.

En outre, ils ont exhorté l'ensemble des individualités à se joindre à la classe politique et à la société civile pour privilégier le dialogue le plus fécond et pour faire prévaloir toute démarche consensuelle ayant pour finalité la promotion de l'intérêt supérieur de la nation. Les ambassadeurs pour la paix universelle ont rappelé aux administrateurs que le monde entier en général et l'Afrique en particulier sont secoués par les crises diverses qui les interpellent. « La paix, cette denrée aussi chère qu'indispensable,

s'invite une fois de plus à l'attention soutenue de tous, hommes et femmes de la planète, et singulièrement ceux d'Afrique et du Congo. La Fédération pour la paix universelle du Congo s'en trouve particulièrement interpellée dans sa mission

« La paix, cette denrée aussi chère qu'indispensable, s'invite une fois de plus à l'attention soutenue de tous, hommes et femmes de la planète, et singulièrement ceux d'Afrique et du Congo. La Fédération pour la paix universelle du Congo s'en trouve particulièrement interpellée dans sa mission d'éveil de consciences individuelles et collectives, en vue d'en appeler à une vigilance constante, pour une vie sans drame ni tragédie inutiles »,

d'éveil de consciences individuelles et collectives, en vue d'en appeler à une vigilance constante, pour une vie sans drame ni tragédie inutiles », a précisé la

déclaration. Par ailleurs, les Ambassadeurs pour la paix universelle ont rappelé que pour édifier une culture de paix dans un pays et en assurer la pérennité, il convient, ont-ils insisté, de prendre en compte l'ensemble des paramètres propres à son évolu-

tion sociopolitique.

En plus, ils ont indiqué que les conséquences néfastes des conflits armés antérieurs que le Congo a connus ont périodiquement endeuil-



Maurice Nguesso

lé les familles, occasionné d'énormes pertes matérielles et ont porté préjudice à l'environnement social et psychologique des Congolais. En effet, les ambassadeurs pour la paix universelle sont persuadés qu'une culture de paix et de non-violence ne peut être instaurée qu'avec la participation de tous les citoyens et avec la solidarité de tous. De même, a indiqué la déclaration, la meilleure façon de relever les défis politiques actuels est de promouvoir une culture de paix véritable par le renforcement des valeurs de dialogue constructif, de solidarité,

de non-violence, de justice, d'éthique et de compréhension mutuelle.

Le texte a poursuivi que sans la paix, il ne saurait y avoir ni développement durable, ni prospérité. Ainsi, les ambassadeurs pour la paix universelle sont conscients que l'éducation aux idéaux d'amour et de paix, qui commence au sein de la famille et à l'école constitue, ont-ils renchéri, le meilleur moyen de promouvoir les principes et les valeurs d'une culture de paix et, partant de faire évoluer les mentalités.

Roger Ngombé

BONNE GOUVERNANCE

Les cadres congolais formés sur la maîtrise des dépenses publiques

Les techniciens de la direction générale du budget, de l'Économie, du ministère du Plan, ainsi que de l'Institut national de la statistique ont appris à faire une projection sur les recettes et dépenses budgétaires de l'État, sur une longue durée. Ce tableau permettra au gouvernement de faire recours, soit au compte de stabilisation, soit à l'emprunt extérieur ou intérieur en cas de déficit.

Tel a été le mobile de l'atelier de formation sur « la modélisation des prévisions budgétaires dans le contexte du nouveau système de gestion des finances publiques du Congo », organisé durant deux semaines, par l'Union européenne, dans le cadre de son projet de renforcement de la gouvernance des finances publiques en République du Congo

Satisfait des enseignements reçus, un participant, agent de la direction générale de Budget a relevé : « Ce travail est généralement fait par des experts du FMI qui viennent avec des tableaux tout faits. Aujourd'hui, nous sommes nous-mêmes, à mesure de faire ces projections et d'en discuter avec les partenaires sur les résultats qu'on attend. »

Invitant les participants à mettre en application les connaissances acquises, le directeur général du budget, Nicola Okandzi a rappelé que les réformes des finances publiques engagées en République du Congo instaurent une approche programmatique qui nécessite l'élaboration des prévisions budgétaires réalistes.

Rappelons que cette formation a été organisée dans le souci d'harmoniser le cadre juridique, comptable et statistique des administrations publiques et de faciliter la coordination sous régionale.

Lopelle Mboussa Gassia

INVESTISSEMENT

Des américains mobilisent 50 millions de dollars pour les PME congolaises

Les Petites et moyennes entreprises congolaises sont souvent confrontées au problème d'accès au financement. D'où le fonds mis en place par des investisseurs américains pour booster les Pme du Congo.

Le chef de la délégation de Business Council for International Understanding (BCIU), une structure américaine spé-

est venue s'imprégner des opportunités d'investissements en République du Congo, puis s'assurer des garanties qu'offre le pays aux investisseurs étrangers une fois implantés.

Comment accéder à ce fonds ?

Le chef de la délégation de BCIU, Rodney Mc Alister, a indiqué que seules des entreprises ayant un potentiel avéré et des

rendement nous permettant de récupérer notre argent avant de se retirer ».

Soulignant les avantages qui découleront de ce fonds, le coordonnateur du Projet d'appui à la diversification de l'économie (Pade), Joseph Mbossa, a invité les investisseurs congolais à y placer leur argent. Car, l'engagement des investisseurs locaux est le premier facteur du succès de ce fonds estime-t-il. Et d'ajouter : « c'est de cette manière que les hommes d'affaires congolais gagneront davantage. Outre les fonds, les Américains apporteront aussi leurs expérience et expertise ». Organisé par le Pade en collaboration avec l'Agence pour la promotion des investissements, cette rencontre fait suite à la signature d'un partenariat conclu récemment entre les deux parties. Un accord visant notamment la création d'un centre privé pour financer les PME congolaises. La délégation de BCIU discutera également avec le patron du secteur privé et bien d'autres cadres avant de s'envoler pour Pointe-Noire.

L. Mb.G.



Une vue des intervenants lors de la réunion

cialisée dans le dialogue public privé et la promotion des investisseurs américains, s'est expliqué le 26 mars à Brazzaville, lors d'une rencontre avec les acteurs du secteur privé congolais. En séjour de travail de plus d'une semaine, cette délégation

projets qui garantissent la rentabilité pourront participer et y bénéficier. « Ce n'est pas un fonds qui vient pour financer des projets dont la rentabilité est douteuse. Nous allons sélectionner les entreprises ayant un potentiel et qui offre un

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE LA PROMOTION
DES INVESTISSEMENTS ET DE LA PROSPECTIVE

MINISTÈRE DU BUDGET ET DES
COMPTES PUBLICS



COMMUNIQUE

EMISSIONS DES OBLIGATIONS DU TRÉSOR ASSIMILABLES DE LA RÉPUBLIQUE GABONAISE SUR LE MARCHÉ DES TITRES PUBLICS À SOUSCRIPTION LIBRE DE LA CEMAC AU TITRE DE L'ANNÉE 2015

Dans le cadre du financement du Schéma Directeur National d'Infrastructures (SDNI) 2012-2016, l'Etat Gabonais prévoit d'émettre, sur le marché des titres publics à souscription libre de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC), des Obligations du Trésor Assimilables (OTA) pour un montant maximum de 30 milliards de FCFA. Ces emprunts, conformes à la stratégie d'endettement de l'année en cours, respectent la limite du plafond d'endettement intérieur autorisée par le Parlement dans la loi de finance 2015.

Les opérations de levée de fonds se dérouleront sur la période d'avril à décembre 2015, à travers trois (3) à quatre (4) émissions d'OTA. La première est prévue pour le 08 avril 2015, avec une période de souscription allant de la date de diffusion du présent communiqué jusqu'au 07 avril 2015.

Les ressources mobilisées par l'Etat Gabonais lors de ces différentes opérations sont destinées au financement partiel de la mise en œuvre du programme routier national et du renforcement de la capacité de production d'eau de l'usine de Ntoun.

Les investisseurs institutionnels, les entreprises et les particuliers désireux d'acquérir les titres émis par la République Gabonaise et de soutenir son développement sont invités à se rapprocher des établissements bancaires agréés en qualité de Spécialistes en Valeurs du Trésor de l'Etat Gabonais. Il s'agit de :

ETABLISSEMENTS	ADRESSES
AFRILAND FIRST BANK	Place de l'Indépendance BP 11834 Yaoundé (Cameroun)
BANQUE INTERNATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE DU GABON	Avenue du Colonel Parant BP 2241 Libreville (Gabon)
BGFIBANK GABON	Boulevard de l'indépendance BP 2253 Libreville (Gabon)
CREDIT DU CONGO	B.P 2470 Brazzaville (Congo)
ECOBANK CAMEROUN	Boulevard de la Liberté BP 582 Douala (Cameroun)
ECOBANK CENTRAFRIQUE	Place de la République BP 910 Bangui (Centrafrique)
SOCIETE COMMERCIALE DE BANQUE AU CAMEROUN	Avenue Mgr Vogt BP 700 Yaoundé (Cameroun)
STANDARD CHARTERED BANK CAMEROON	1143 Boulevard de la Liberté BP 1784 Douala (Cameroun)
UNION BANK OF CAMEROON LIMITED	Immeuble Kassap BP 15569 Douala (Cameroun)
UBA CAMEROON	Boulevard de la Liberté BP 2088 Douala (Cameroun)
UNION GABONAISE DE BANQUE	Avenue du Colonel Parant BP 315 Libreville (Gabon)
COMMERCIAL BANK CENTRAFRIQUE	Rue de Brazzaville BP 59 Bangui (Centrafrique)
CAISSE COMMUNE D'ÉPARGNE ET D'INVESTISSEMENT DE LA GUINEE EQUATORIALE	Calle del Presidente Nasser Apdo 428 Malabo (Guinée Equatoriale)


Fait à Libreville, le **16 MARS 2015**

P. Le Ministre de l'Économie, de la Promotion
des Investissements et de la Prospective
P.O. Le Ministre Délégué



Marie Julie BILOGO-BI-NZENDONG

Le Ministre du Budget et des Comptes Publics



Christian MAGNAGNA

IDÉES- FORCES, SUJETS EN DÉBAT

Anecdotes, petites phrases, cris du coeur et coups de gueule meublent la vie de tous les jours. Cette rubrique se propose de sélectionner les idées les plus saillantes qui font la force des débats de société

« Boko Haram n'a jamais été observé par les autorités comme un véritable problème sécuritaire. Elles le voyaient avec des yeux d'enfant ! »

Ona Ekhomu, président de l'Association de la sécurité industrielle et des opérations de sauvetage du Nigeria (AISSON), Jeune Afrique, 26 mars 2015

« La société civile, ce sont les acteurs ou regroupements d'acteurs participant à la gestion non partisane de la cité. Elle ne vise ni n'aide à la conquête du pouvoir politique. »

Maxime Kaboré, président du Parti indépendant du Burkina (PIB), l'Observateur Paalga, 19 mars 2015

« L'obscurantisme et la bêtise qui accompagnent la négation des droits des femmes n'ont pas cessé d'affecter nos sociétés. »

Nadia Macosso, Association des femmes juristes, Le Patriote N°322 du 23 mars 2015

« Internet a prouvé par le passé qu'il pouvait être l'instrument de notre émancipation comme celui de notre soumission. Nous avons probablement déjà fait quelques pas de trop dans la seconde direction. »

Arthur de Grave, connector OuiShare Paris et rédacteur en chef du magazine Ouishare Mag, La Tribune, 21 mars 2015

« Les villes ne sont pas censées être des entreprises privées. On présente la privatisation comme la solution à tous les maux, mais les villes occidentales n'ont pas été bâties par le secteur privé. Ce sont les États qui ont beaucoup investi. »

Francis Owusu, Iowa State University, expert de l'urbanisation africaine. African Business | Hors Série Villes africaines, février 2015

PARTENARIAT

Le Fida et le Congo préoccupés par l'augmentation de l'offre halieutique

Le sujet a été abordé au cours d'une audience que le ministre de la Pêche et de l'Aquaculture, Bernard Tchibambeleda, a accordée le 26 mars au directeur régional de la division de l'Afrique de l'Ouest et du Centre du Fonds international de développement agricole (Fida), Ides de Willebois.

Ides de Willebois est en visite de travail et de consultation en République du Congo. Il a échangé avec le ministre de la Pêche sur l'orientation stratégique du programme cofinancé par le Fida au Congo, de la finalisation de la formulation du PD-PAC et dispositions prises pour le démarrage de ce projet. Les deux personnalités ont également passé en revue les résultats et les efforts en cours afin d'améliorer la gestion de la performance du portefeuille des projets financés par le Fida, notamment les aspects fiduciaires et la passation des marchés. « Nous avons discuté avec le ministre de la continuation de la formulation du nouveau projet dans le domaine de la pêche. Nous devons engager approximativement 18 millions de dollars pour apporter un secours pour renforcer les capacités des pêcheurs, des pisciculteurs, et développer les infrastructures qui sont nécessaires pour donner de supports pour la pêche. Nous avons également parlé de la poursuite du processus

pour finaliser cette formulation, de continuer et de commencer les activités du projet dès l'année prochaine », a expliqué Ides de Willebois à sa sortie d'audience, espérant que ce partenariat contribuera au développement rural du Congo. Le ministre Bernard Tchibambeleda a, quant à lui, rappelé que l'accord a été conclu avec le Fida pour la réalisation d'un nouveau projet d'environ 15 millions de dollars pour la période 2015-2022 dont les études sont déjà finalisées. Une délégation du Fida qui s'est rendue sur le terrain dans la zone septentrionale. La dernière étude sera bientôt disponible avant de conclure définitivement l'accord afin de démarrer le projet. « Il s'agit d'une innovation de la part du Fida qui d'abord, met l'accent à la fois sur l'aquaculture et la pisciculture. Nous voulons que cela soit un projet intégré à l'agriculture puisque dans le domaine de l'aquaculture, nous avons besoin des matières premières comme le maïs, le soja et d'autres pour la fabrication des

aliments de poissons », a expliqué le ministre.

D'après lui, ce projet intégré tient compte aussi des infrastructures parmi lesquelles celles qui permettent de sécher le poisson et de les conserver afin de les garder en qualité. « C'est donc un projet valorisant qui nous permet à la fois d'identifier les avantages comparatifs et de les exploiter au mieux pour accroître l'offre halieutique et ainsi donner sur le marché les produits de poissons que les consommateurs attendent », a conclu Bernard Tchibambeleda.

Rappelons que le Plan de développement de la pêche continentale et de l'aquaculture est inscrit dans les priorités de l'année 2015 au Congo. Ce programme qui vise le développement de la pêche et de la pisciculture sera mise en œuvre, pour un premier temps, dans les départements des Plateaux, de la Cuvette, de la Cuvette-Ouest, de la Sangha et de la Likouala. Environ 5000 pêcheurs et 500 pisciculteurs organisés dans des associations professionnelles bénéficieront de ce programme dont l'objectif final est d'assurer la sécurité alimentaire et rentabilité des activités de pêche et de pisciculture.

Parfait Wilfried Douniama

DÉPARTEMENT DU POOL

L'OMS-Congo fait don de matériel d'assainissement aux comités locaux

La représentante de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) au Congo, le Dr. Binta Fatoumata Diallo, a remis le matériel d'assainissement et d'équipement de base aux comités locaux de développement de Kinkala, chef-lieu du département du Pool.

La dotation s'élève à un montant global de 86,5 millions de FCFA. Il comprend aussi le matériel aratoire, les poubelles destinées aux comités locaux de développement pour une valeur de 6,2 millions de FCFA. En ce qui concerne les sept blocs sanitaires destinés aux écoles et aux Centres de santé intégré, le montant est de 51,2 millions de FCFA avec quatre sources d'eau aménagées pour les communautés soit 29 millions de FCFA. La remise de ces matériels et équipements, le 26 mars, s'inscrivait dans le cadre du projet conjoint des Nations unies pour la consolidation de la paix, la prévention des conflits et la sécurité humaine en République du Congo.

Le Dr. Binta Fatoumata Diallo a présenté les différentes activités réalisées dans les différents districts du département. Il s'agit notamment des villages Mouyami, Mansiédi, Ngatoko, Ntonanto et Foata, etc.

Parmi celles-ci, figurent la dotation de cinq appareils de fabrication de l'eau de javel dont trois pour les services d'hygiène et deux pour les comités locaux de développement. À l'ordre du jour : la formation des membres des comités locaux de développement, des relais communautaires et des agents d'hygiène sur les techniques de fabrication de l'eau de javel ainsi que sur les pratiques adaptées de conservation et de traitement de l'eau dans les ménages. Elle a conclu ses propos en assurant le Congo de la disponibilité du système des Nations unies et de l'OMS, dans l'appui au développement socio-sanitaire du département du Pool afin de garantir la santé et le bien-être dudit département.

Une sensibilisation à l'hygiène alimentaire

Cette problématique a été dévelop-

pée par le Haut-commissaire chargé à la Réinsertion des Ex-combattants, le général, Norbert Dabira. Il a lancé le 26 mars, à Kinkala, cette campagne qui a porté sur « les cinq clefs pour les aliments plus sûrs produits par l'OMS » Le lancement officiel s'est déroulé à l'hôtel de ville de Kinkala, en présence des autorités administratives de ce département. Le général, Norbert Dabira a conseillé la population d'observer les mesures d'hygiène pendant la préparation des aliments. Selon lui, il s'agit de séparer les aliments crus des aliments cuits, de bien cuire les aliments et les maintenir à une bonne température de moins de 5 degrés Celsius. « Séparez la viande, la volaille et le poisson crus des autres aliments car les mélanges peuvent contenir des micro-organismes dangereux susceptibles de contaminer d'autres aliments au cours de la préparation ou de conservation », a déclaré Norbert Dabira.

Lydie Gisèle Oko



Une expertise à votre portée

DES FORMATIONS POUR BOOSTER VOTRE CARRIERE !

L'IPRC organise à Brazzaville et à Pointe-Noire des séminaires de formation selon le programme ci-dessous. Pour les inscriptions* et pour tous renseignements, contactez-nous aux coordonnées suivantes :
Tél. 06 913 81 45 | 06 992 04 91 - Email : inscription@iprc-training.org

INTITULE DE LA FORMATION	DUREE	PERIODE
Négociation commerciale : les 6 étapes gagnantes	3 jours	7 au 9 avril 2015
Gestion des Partenariats Public-Privé (PPP) : outils et pratiques	5 jours	13 au 17 avril 2015
Pratiquer l'audit qualité des fournisseurs	4 jours	20 au 24 avril 2015
La réglementation nationale et internationale des transports	4 jours	28 au 30 avril 2015

*Possibilité de remise pour plusieurs participants d'une même structure.

LUTTE CONTRE ÉBOLA

Lancement d'une campagne de vaccination à grande échelle en Guinée

Une campagne de vaccination massive contre la fièvre hémorragique Ébola a été lancée dans une des régions les plus touchées en Guinée Conakry. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a salué le 25 mars le succès de la campagne.

« Le lancement de la campagne de vaccination « en ceinture » aujourd'hui en Guinée est certainement l'une des étapes les plus importantes qui aient jamais été franchies pour développer une ligne de défense moderne contre le virus Ébola. Cette opération historique nous donne espoir à tous, en Guinée et partout dans le monde. Si l'efficacité et l'innocuité du vaccin sont démontrées,

nous pourrions bientôt disposer d'un outil de santé publique efficace contre la maladie à virus Ébola », a déclaré le représentant de l'OMS en Guinée, le Dr Jean-Marie Dangou.

Le vaccin VSV-EBOV avait été administré au début du mois à une cinquantaine de volontaires. Lancés mardi dans un village de la préfecture de Coyah, à l'est de Conakry, ces opérations de vaccination contre l'épidémie Ébola « ont été très bien accueillies dans le village où ils ont débuté », d'après un communiqué de l'OMS.

En effet, le concept de la vaccination « en ceinture » appliqué à l'essai clinique du vaccin contre la maladie à virus Ébola en Guinée permet à une partie des ceintures, c'est-à-dire contacts de cas d'Ébola nouvellement diagnostiqués d'être vaccinés immédiatement

après la confirmation du diagnostic d'Ébola du « patient zéro », tandis que d'autres « ceintures » seront vaccinées trois semaines plus tard en termes de « vaccination retardée ».

Cette stratégie, souligne l'organisation, permet à tous les contacts d'être vaccinés dans un délai très court, et elle représente une excellente alternative à l'utilisation d'une méthode. La reproduction des essais a été conçue par un groupe d'experts internationaux du Canada, des États-Unis, de la France, de la Guinée, de la Norvège, du Royaume-Uni, de la Suisse et de l'OMS. Notons que des trois pays les plus touchés à savoir la Guinée, le Liberia et le Sierra Leone, c'était en Guinée d'où était partie l'épidémie notamment en décembre 2013.

Fiacre Kombo

MÉDIAS

Digital Networks Africa signe une convention avec le CSLC

Dans le cadre de l'exploitation de la Télévision numérique terrestre (TNT) et en prévision du passage au tout numérique en juin prochain, le Conseil supérieur de la liberté de communication (CSLC) et Digital Networks Africa (DNA) ont signé le 20 mars à Brazzaville, une convention d'exploitation de la TNT au Congo.

La partie congolaise était représentée par le président de l'organe de régulation et d'attribution des fréquences radiophoniques et télévisuelles, Philippe Mvouo et Digital Networks Africa (DNA) par son président directeur général, Luc Emmanuel Zanguieri. Ce

dernier a indiqué que cette cérémonie lui a permis de présenter sa société aux Brazzavillois ; parce qu'elle est déjà opérationnelle à Pointe-Noire, la capitale économique du Congo.

L'objectif affiché par ma structure, a-t-il ajouté, est de faire que la TNT soit accessible à tous les congolais à moindre coût. « Aujourd'hui, grâce à DNA, de nombreuses familles congolaises accèdent aux télévisions locales et internationales avec une image de qualité et sans une antenne parabolique. Seulement avec l'antenne usuelle et le bouquet », a précisé Luc Emmanuel

Zanguieri. De son côté, le président du CSLC a salué l'exploitation de la TNT au Congo. Il a rappelé, en passant, que Digital Networks Africa vient allonger la liste de la TNT au Congo ouverte par le groupe MN Com. Philippe Mvouo a souhaité que DNA parvienne à donner satisfaction aux populations congolaises par la qualité de ses prestations. Il l'a exhorté à pratiquer les prix qui seront abordables à toutes les bourses, afin que DNA soit réellement dans la droite ligne de sa devise, à savoir, la télévision numérique pour tous.

Roger Ngombé

BANQUE MONDIALE

2 milliards de dollars vont être consacrés à l'amélioration de l'état civil en Afrique

À l'issue de l'atelier sur les outils d'évaluation de l'état civil qui s'est tenu à Abidjan, au mois de février, sous l'égide de l'UNECA, de la BAD, de la CUA et qu'animait le consultant Jean-Paul Alaterre au profit des dirigeants de l'état civil et des statistiques de onze pays africains francophones, dont la République du Congo, les recommandations suivantes ont été formulées :

1-Améliorer la qualité d'enregistrement des faits d'état civil et l'accessibilité avec un service de proximité au profit des citoyens et, pour ce faire, conduire une évaluation et élaborer les plans d'actions en référence au cadre APA I-CRVS.

2-Améliorer la gouvernance des systèmes d'état civil et favoriser l'accès instantané aux données et aux documents numérisés.

3-Recourir aux nouvelles technologies de l'information pour améliorer l'efficacité et la disponibilité des systèmes d'état civil, en simplifiant par un module électronique les échanges entre les services par l'interopérabilité des systèmes.

Pour la République du Congo, il est nécessaire de procéder rapidement à une évaluation de son état civil, eu égard à l'ensemble des recommandations adoptées et notamment celle qui stipule qu'« en 2015, tous les pays devraient avoir pris des mesures importantes pour établir un système d'enregistrement des naissances, des décès et des causes de décès, et un bon fonctionnement des systèmes d'information de santé qui intègrent ces données ».

De même, la déclaration de Séoul, lors de la Première Conférence Internationale sur la gestion des identités, en septembre 2014, a souligné le rôle central de l'état civil pour l'établissement de systèmes de gestion d'identification robustes (constituant une base pérenne des listes électorales).

La Banque mondiale ayant confirmé à Yamoussoukro qu'elle engagera 2 milliards US\$ sur le programme d'enregistrement des faits et statistiques de l'état civil (CRVS), intitulé « Plan d'investissement accru 2015-2024 », il serait pertinent de présenter au plus tôt une demande d'évaluation au secrétariat de la Commission économique africaine de l'ONU (UNECA), selon la logique « premier arrivé, premier servi ».

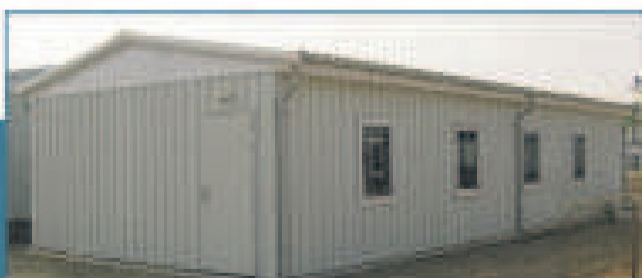
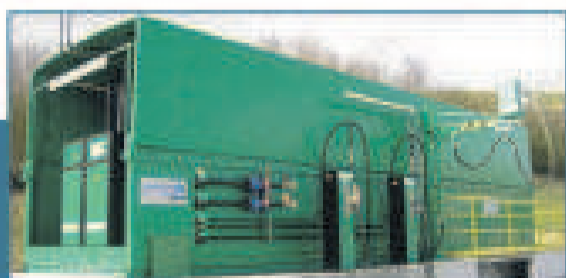
Florence Gabay

METATOUT

PREFABS

Qualité et Développement Durable /

N'hésitez pas à visiter notre Show-Room !



Bâtiments préfabriqués - Conteneurs de vie - Bâtiments en acier léger galvanisé
Bâtiments en acier structural - Logements pratiques prêts à l'emploi - Stations Services
Bâtiments écologiques - Bâtiments à systèmes modulaires
Hangars - Cabines Mobilier urbain - Sanitaires



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

LA BANQUE NATIONALE DU CANADA ET AMETHIS FINANCE ACQUIÈRENT UNE PARTICIPATION DANS LE GROUPE FINANCIER AFRICAIN NSIA

Abidjan, le 25 mars 2015 – NSIA annonce aujourd'hui l'acquisition d'une participation dans son capital, par la Banque Nationale du Canada un des plus importants groupes financiers canadiens et Amethis Finance, un fonds de placement privé spécialisé dans les investissements sur le continent africain.

La transaction vise l'acquisition par la Banque Nationale et Amethis Finance, de la participation détenue par la société d'investissement Emerging Capital Partners (États-Unis) dans NSIA. La part de la Banque Nationale s'élève à 20,9 % et celle d'Amethis Finance à 5,4 %. La transaction devrait être conclue dans la période de Mai à Juillet 2015, après l'obtention des approbations réglementaires.

Forte d'un actif de 214 milliards de dollars au 31 janvier 2015, la Banque Nationale du Canada (www.bnc.ca) avec ses filiales, forme un des plus importants groupes financiers intégrés canadiens. Elle emploie plus de 20.000 personnes et ses titres sont cotés à la bourse de Toronto.

Véhicule d'investissement destiné au continent africain, Amethis Finance dispose, depuis sa première levée de fonds en décembre 2012, d'une capacité d'investissement de 530 millions de dollars et son ambition est de tirer profit du potentiel offert par les institutions financières en Afrique sub-saharienne.

Cet investissement traduit la confiance que la Banque Nationale du Canada et Amethis portent au Groupe NSIA dont l'ambition affirmée dans son projet de société est de devenir un des groupes financiers de référence en Afrique, géré selon les normes et standards internationaux.

« NSIA possède une feuille de route remarquable, grâce au leadership de son fondateur, Jean Kacou Diagou, et à une approche rigoureuse du développement des affaires, année après année, a déclaré Louis Vachon, président et chef de la direction de la Banque Nationale. Nous sommes convaincus que l'expertise de NSIA, combinée aux compétences et au réseau d'affaires d'Amethis Finance en Afrique, seront à la source d'une création de valeur distinctive pour la Banque Nationale. »

Pour le Président Jean Kacou Diagou " Nous nous réjouissons de ce partenariat avec la BNC et Amethis dont le projet de développement en Afrique, la solidité financière et les exigences d'éthique et de gouvernance rencontrent notre pleine adhésion. Il s'agit d'une alliance de long terme guidée par le souci de créer de la valeur pour nos deux institutions et de servir le développement économique du continent africain.

Le Groupe NSIA peut poursuivre en toute sérénité son développement en Afrique, basé sur le concept de la Bancassurance."

À propos de NSIA Participations

NSIA Participations est un groupe de services financiers qui intègre des produits et services bancaires et d'assurances. Créé en 1995, il jouit d'une diversification géographique enviable avec un réseau de filiales et de succursales au Bénin, au Cameroun, au Congo, en Côte d'Ivoire, au Gabon, au Ghana, en Guinée, en Guinée-Bissau, au Mali, au Nigéria, au Sénégal et au Togo. Il compte plus de 1 500 employés, auxquels s'ajoutent 1 500 agents d'assurance et environ 500 courtiers d'assurance.

JANINE BÉNÉDICTE DIAGOU
Directeur Général Adjoint
NSIA Participations
Tél.: (225) 20 31 98 15

MARIE-THÉRÈSE BOUA N'GUESSAN
Directeur RH et Communication
NSIA Participations
Tél.: (225) 20 31 98 25



✓ **facebook**

Adonai Mouzita

Je rends hommage, aux femmes de toutes époques confondues, qui grâce au travail acharné, au courage effronté, et à leur bravoure ont su faire valoir leurs droits.

Connect with facebook



✓ **facebook**

Junior Scrabe Makani

Ô femme congolaise génitrice d'une grand nation tu mérites d'être indépendante, autonome, avoir les mêmes chances et maîtresse de ta vie pour que tu émerges.

Connect with facebook



✓ **facebook**

Osvaldo Rey Chrys Mokouma

Femme, toi qui endure toutes les souffrances pour donner une nouvelle vie ! Tu as su te battre pour l'égalité des droits ! Mes respects !

Connect with facebook

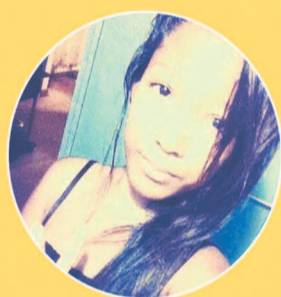


✓ **facebook**

Dinauld Mboubeka's

Ô femme toi qui a voulu la liberté pour t'exprimer selon tes propres choix, en ce jour moi en premier je suis persuadé de ton indépendance dans la société.

Connect with facebook



✓ **facebook**

Petrova Marina La Chic

Ô toi brave femme, toi qui a su revendiquer tes droits et su t'imposer dans la société avec une liberté d'expression. C'est en toi que j'espère.

Connect with facebook

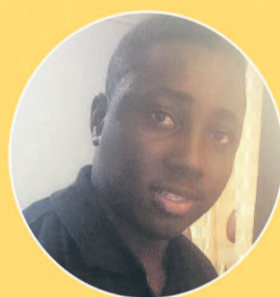


✓ **facebook**

Henock Ngouabi Akanaty

Je rends hommage à la femme congolaise car elle a souffert pour me donner la vie Ô femme tu as aussi un mot à dire dans la société et le droit de diriger.

Connect with facebook



✓ **facebook**

Fayol Kondzi

Aujourd'hui j'ai l'occasion de rendre hommage à la femme africaine, tant pour son esprit d'endurance que pour les sacrifices qu'elle a consenti.

Connect with facebook



✓ **facebook**

Eric Moukiama

A l'occasion de la célébration de la Journée internationale de la femme, j'ai une pensée vers ses femmes mères, qui ont marqué le passé ou le présent de notre pays.

Connect with facebook



Poèmes dédiés à la Femme

Publiez votre pensée en hommage à la femme sur la page Facebook de MTN en inscrivant le hashtag : #MoisDeLaFemme, puis invitez vos amis à « Aimer » votre pensée afin d'augmenter vos chances de gagner des téléphones et des bons d'achat.



COMMUNIQUÉ DE LA BEAC concernant les coupures de 500 F, 1 000 F et 2 000 F

La Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC), dans un souci constant d'amélioration de la qualité et de la tenue en circulation de ses coupures de basse dénomination, a pris la décision de procéder à la mise en circulation d'un volume limité de billets



de 500 F, 1 000 F et 2 000 F ayant bénéficié **d'un traitement de surface spécifique, visant à protéger ces billets contre toute forme de vieillissement précoce et à permettre leur traitement mécanisé par la suite.**

Les rendus visuels, dimensions, teintes et signes de sécurité de ces billets restent en tous points **identiques à ceux actuellement en circulation.**

Cependant, la BEAC souhaite attirer l'attention des professionnels de la filière fiduciaire sur le fait que ces billets peuvent présenter un aspect légèrement **plus lisse** ainsi qu'une **rigidité accrue au toucher.**



Bien entendu, ce traitement n'altère en rien l'authenticité de ces **billets qui vont circuler de manière concomitante avec ceux précédemment émis.**



Banque des États de l'Afrique Centrale

IN MEMORIAM

28 mars 2012 – 28 mars 2015

Le temps qui passe n'a pu effacer la douleur de la séparation, ni combler le vide laissé par ta disparition.

Il y a 3 ans jour pour jour que cela à plu au Seigneur de rappeler dans son royaume notre cher époux et père Bernard Combo-Matsiona, ancien 1^{er} secrétaire de l'UJSC, ancien ministre, ancien président de l'Assemblée nationale, ancien membre du bureau politique du PCT, ancien membre du bureau politique du MCDDI, ancien sénateur.

La veuve Bernard Combo-Matsiona née Hazoume Léocadie Mathurine, les enfants, messieurs Obami « Sayo » et Cyr Delica prient tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pensée pieuse pour celui qui fut un merveilleux rayon de soleil dans leur vie.

Des messes seront dites en sa mémoire :

-samedi matin à Jésus-ressuscité; samedi soir et dimanche matin à Saint-François; dimanche matin à Notre Dame de Rosaire.

Nous ne t'oublierons jamais, que Dieu te garde dans sa demeure Papa.



Le 27 mars 2014 - 27 mars 2015 ; Cela fait exactement une année que disparaissait leur fille, sœur, mère et grande mère la nommée Ikouna Henriette, agent au Ministère des finances (service de la solde).

La famille Okoueré Jean Michel
La famille Ohanda Bouangoet Martin
La famille Ikouna

Les enfants Nganga et petits fils, prient tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pensée pieuse à son égard.

Pour ce fait, des messes seront dites en sa mémoire le 27, 28 et 29 mars 2015 à 6h00 respectivement dans les paroisses ci-après : Sainte marie de Ouenzé, notre Dame de Fatima et la Basilique Sainte Anne de Poto-poto. Maman nous ne t'oublierons jamais.

**NÉCROLOGIE**

Raphaël Malonga, Gabriel Kissita, Madame Boumpoutou née Bédikouézamoné Albertine, Monsieur Boumpoutou Corneille et



tous les enfants Boumpoutou, ont la profonde douleur d'annoncer aux familles, amis et connaissances, le décès de leur frère, mari et père, Josué Boumpoutou (Papa Ricky), agent retraité de l'Office Congolais d'Informatique (O.C.I), survenu le 16 mars 2015, à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient à son domicile sis au n°610 de la rue frère hervé, à Makélékélé Bourreau.

L'inhumation aura lieu, le vendredi 27 mars 2015, au village Bissélé, district de Boko.



L'Ambasciata d'Italia
Brazzaville

Annnonce le lancement d'une procédure de concours (épreuves écrite-orales-techniques en Italien et Français) pour la sélection de deux collaborateurs administratifs dans la section Traduction/Interprétariat.

L'avis de concours et les conditions d'admission peuvent être visionnés à l'Ambassade (2, Av. Ickonga-Brazzaville).

Les demandes devront être présentées au plus tard, le 6 avril 2015.



LYCEE FRANCAIS SAINT EXUPÉRY
BRAZZAVILLE - CONGO

**PRE-INSCRIPTIONS 2015/2016**

Maternelle
Elémentaire
Collège
Lycée

La campagne de pré-inscription débutera le lundi 09 mars 2015 et se terminera le Mardi 26 mai 2015.

Les dossiers seront à récupérer pour les niveaux maternelle et élémentaire au bureau M. le Directeur du primaire et pour le collège ou le lycée auprès de Mme l'assistante du Proviseur.

A noter que peu de places seront disponibles pour la prochaine rentrée et que les admissions définitives se feront fin juin/début juillet 2015.

Les candidats émanant d'un système scolaire autre que le système français seront convoqués pour subir des tests de niveau **le vendredi 29 mai** pour le collège/lycée.

Pour le primaire, ils se feront au cas par cas.

Priorité sera donnée (et dans l'ordre suivant), en fonction des **places disponibles**

- 1) aux ressortissants français déjà scolarisés dans le système français
- 2) aux candidats non français déjà scolarisés dans le système français d'enseignement direct (non CNED)
- 3) aux candidats ayant satisfait aux tests de niveau.



La Direction Sesi Congo et l'ensemble des travailleurs ont la profonde douleur d'annoncer aux amis et connaissances la mort de notre Directeur Alain Prouzinot ce samedi 21 mars 2015 à port gentil au Gabon. La dépouille sera rapatriée en France dans son village. Un recueillement de trois jours est prévu la veille des obsèques et un livre d'or est ouvert dans les locaux de Sesi Congo.

REMERCIEMENTS

Un beau matin du 26 mars 2009, Mafoula Mikolo Charlotte a tiré sa révérence... Elle nous laisse là, tout étourdis, ne sachant que faire. Pourtant, vous êtes venus et à ce moment si particulier où nous fûmes réunis pour une fois, la dernière, sans elle, c'était comme si elle était encore là, entre nous tous, si présent et si loin....
Aidez-nous à perpétuer son souvenir.
Les enfants Ebonga

DÉCOUVERTE

Les élèves de Bénédiction et de Saint-Dominique visitent le Mémorial Pierre Savorgnan de Brazza

Les élèves du groupe scolaire Bénédiction et du complexe scolaire Saint-Dominique, tous venus de Pointe-Noire, ont visité le 24 mars le Mémorial Pierre Savorgnan de Brazza.

Accueillis au perron par la directrice générale de ce Musée, Belinda Ayessa et son staff, ces élèves ont touché du doigt les réalités de l'histoire de l'explorateur grâce aux services du guide de l'espace.

Ils ont été édifiés sur les missions de l'explorateur et son parcours. Cette visite restera à jamais gravée dans la mémoire de ces élèves et de leurs encadreurs qui, sans aucun doute, ont ajouté un plus à ce qu'ils connaissent de cet explorateur.

Cette sortie pédagogique a également été marquée par un deuxième temps fort relatif à la présentation d'une pièce de théâtre. Ici en miniature, les acteurs ont pu présenter au public, tous les aspects du rapprochement entre le Congo et la France, notamment à travers une forme de pénétration pacifique de l'explorateur de Brazza en pays tétés.

Dans le fonds de leur scène, ils ont relevé que l'histoire d'un homme est souvent celle du combat d'un peuple. Aussi, les acteurs sont revenus sur le quotidien des années de la colonisation, rendant par la



La directrice du Mémorial Pierre Savorgnan de Brazza au milieu (en rouge) entouré des élèves et de leurs encadreurs

même occasion un bel hommage à Pierre Savorgnan de Brazza, fondateur de Brazzaville.

Après avoir visité les lieux, le directeur général du groupe scolaire Bénédiction, Clotaire Koussoumana, a indiqué que ce jour restera à jamais inoubliable à cause des grandes découvertes qui vont de plus en plus consolider les enseignements d'histoire reçus par les élèves en classe. « C'est d'abord une grande joie que nous exprimons après avoir visité le Mémorial, d'autant plus que nous sommes le deuxième visiteur; après le passage du président de la République le vendredi 6 mars dernier, pour patronner la cérémonie de remise des correspondances de Pierre

Savorgnan de Brazza à la directrice de ces lieux », a-t-il indiqué. De son côté, Christian Serge Ouamba, directeur général du complexe scolaire Saint-Dominique de Pointe-Noire, a déclaré que le Mémorial est le lieu d'une vraie mise en valeur de l'histoire du Congo symbolisée par les figures de De Brazza et Makoko. « Cela souligne l'importance de ces correspondances et le président de la République a eu raison du fait que ces figures servent à quelque chose aujourd'hui », a-t-il conclu.

Soulignons que cette visite s'est achevée par la remise d'un cadeau à la directrice générale du Mémorial, Belinda Ayessa.

Guillaume Ondzé

JOURNÉE MONDIALE DU THÉÂTRE

Une exposition photo célèbre les dramaturges congolais

L'un des événements phares retenus pour célébrer la journée mondiale du théâtre au Congo, c'est l'exposition photo, ce vendredi 27 mars à l'IFC, des grandes figures du sixième art. L'initiative est de Désirée Loutsono photographe, l'un des fondateurs du collectif des photographes Génération Elili.

Cette exposition compte une cinquantaine de photographies sur lesquelles on retrouve des doyens et des figures montantes du théâtre congolais. De vrais souvenirs pour des instants donnés et volés. « Qui meurt de la photo vit éternellement, disait un grand ami photographe. C'est la raison de voir les portraits de ces doyens qui ont quitté les planches : Pascal Mayenga, Victor Ntouakanda, Paul Milongo, Albert Nganga pour ne citer que ceux-là parce que cette liste n'est pas exhaustive », a souligné Désirée Loutsono.

Nostalgique, le fondateur du collectif Génération Elili revient sur les souvenirs de la scène théâtrale congolaise pour mettre en lumière et faire découvrir au plus grand nombre les grands acteurs. Bien que certains aient quitté le plancher, d'autres grands noms demeurent incontournables en raison de la place qui est la leur dans les annales de l'histoire du théâtre congolais. On peut voir à travers cette exposition les portraits photos de Pascal Mayenga, Paul Milongo, Marius Yelolo, Georgette Kouatila, Adolphine Milandou, Alphonse Moundele, Dieudonné Niangouna, Marcelin Kiwouassi, Sylvie Diclo Pomas, Claver Mabilia.

Désirée Loutsono dit Kinzen-

guélé avait déjà exposé sur les grandes figures de la rumba congolaise. Une très belle aventure d'une trentaine de portraits exposés lors de la fête de la musique. Aujourd'hui, il revient avec « les Hommes des planches », « toujours des souvenirs nostalgiques et j'aimerais dire que tous sont passés devant l'objectif de mon appareil photo ».

Une enseigne : le Théâtre national congolais

En 1963, deux troupes furent créées, qui fusionnèrent dans le Théâtre national congolais en 1965. À côté de Guy Menga et Sylvain Bemba, citons les poètes Maxime N'debeka (le Président, 1970) et Tchicaya U Tam'si, Patrice Lhoni (l'Annonce faite à Mukoko), Ferdinand Mouangassa (Nganga-Mayala, 1968), etc. Le théâtre des années 1980 invente des voies nouvelles, sous l'impulsion du Rocado Zulu Théâtre (fondé et animé par Sony Labou Tansi), de la Troupe artistique Ngunga, du Théâtre de l'Éclair d'Emmanuel Dongala. Né en 1969 de la fusion de deux troupes de Brazzaville (Tuc et Astheco), le théâtre d'union congolais et association du théâtre congolais, le Théâtre national congolais, qui a maintes fois fait ses preuves sur les tréteaux nationaux et internationaux dont la dernière remonte à la deuxième édition du Festival mondial des arts nègres à Dakar (Sénégal), compte bon nombre de jeunes et vieux talents de la crème théâtrale du Congo après de nombreuses pièces jouées çà et là, et dont la grande archive reste La Marmite de Koka-Mbala.

Hermione Désirée Ngoma



**APPEL À MANIFESTATION D'INTÉRÊT :
DISTRIBUTEUR DE LUBRIFIANTS CASTROL EN RÉPUBLIQUE
DU CONGO POUR PUMA INTERNATIONAL CONGO SA.**

Les expressions d'intérêts sont à soumettre au siège de Puma International Congo SA à Pointe Noire sous enveloppe scellée pour le 3 Avril 2015 à 12h00.

REQUIS:

- Respecter les standards Puma Energy et Castrol en terme HSE
- Soumettre un business plan détaillé de 5 ans
- Soumettre tous les documents requis
- Avoir un fond de roulement disponible de minimum 250,000 USD
- Avoir des capacités logistiques sur le territoire de la République du Congo

Pour plus d'information et afin de recevoir la liste exacte des documents requis, merci d'écrire à l'adresse suivante : Lubricants@pumaenergy.com

SPECTACLE

Djason philosophe the winner, el vencedor, el caliente et l'orchestre Super Nkolo Mboka en concert, bonus à tous ce dimanche 5 avril 2015 à 15h00 au bar terrasse du Night club **Five stars**, 120 rue Boundji Talangai 2^e sortie Nord en allant vers Petit-chose-ba jardin entrée: consommation 1500f cadeau signé retour sur scène nationale, après les Amériques et l'Europe



INTERVIEW. JACQUES DJOLI

« La culture du respect des textes est la base de la fondation d'un État de droit en Afrique »

Professeur de droit constitutionnel, le sénateur Jacques Djoli revient sur la problématique de la révision constitutionnelle tout en insistant sur le besoin pour les peuples du monde civilisé de privilégier la force du droit.

Les Dépêches de Brazzaville : Quelle lecture faites-vous sur la problématique de la révision de la Constitution en Afrique ?

Jacques Djoli : Toute Constitution est révisable. Cette révision ne doit pas être opérée n'importe quand et n'importe comment. Cela doit être purement encadré, car c'est un pouvoir institué. Ce qui est à l'origine de cette controverse, c'est le fait que certains dirigeants africains (c'est le cas av la RDC) veulent utiliser la révision constitutionnelle pour atteindre des objectifs politiquement frauduleux. Donc, si l'on veut réviser dans le respect de la Constitution, dans le respect des dispositions verrouillées dans le souci de la consolidation de la démocratie, là on peut être d'accord. Mais si l'on veut le faire pour asseoir une confiscation du pouvoir par des tripatouillages ou déverrouillage des dispositions intangibles, là on n'est pas d'accord.

LDB : Changer la Constitution pour l'adapter aux nouvelles réalités sociopolitiques, la démarche n'est-elle pas réfléchie ?

JD : Pourquoi veut-on inventer une nouvelle Constitution ? Que reproche-t-on à la Constitution en vigueur pour chercher à écrire une nouvelle ? Ce sont là les questions fondamentales que l'on doit se poser face à toute initiative de révision constitutionnelle. Pour le cas de la RDC, est-ce que parce que l'article 220 gêne et empêche de faire trois mandats qu'il faut tomber dans le piège de la manipulation pour soi-disant élaborer une nouvelle Constitution et réessayer de remettre le compte à zéro ? Nous connaissons l'économie juridique de la fraude constitutionnelle en Afrique. Donc, l'élaboration d'une nouvelle Constitution sert très souvent à justifier le mécanisme pour esquiver le plafonnement des mandats.

LDB : Rien ne justifie donc pour l'instant une révision constitutionnelle en RDC et dans les pays africains qui se préparent à aller aux élections ?

JD : L'intérêt pour un tel exercice ne se justifie pas car l'élaboration d'une Constitution est un processus révolutionnaire qui intervient lorsqu'il n'y a plus d'État ou qu'on a plus de Constitution. Ce qui n'est le cas en RDC par exemple. Nous devons avoir la culture du respect des textes. Elle est la base de la consolidation et de la fondation d'un véritable État de droit en Afrique.

LDB : Et pourtant la constitution en vigueur en RDC comporte plusieurs insuffisances à corriger...

JD : La Constitution de 2006 n'est pas un texte parfait mais il a permis d'asseoir de nouvelles institutions issues des élections. La RDC n'est pas malade des textes mais des acteurs qui ne veulent pas respecter les textes. Et cette maladie doit être combattue en respectant les textes surtout pendant les périodes électorales où le peuple est appelé à élire ses représentants.

LDB : Que faire si l'on doit absolument adapter la Constitution à la nouvelle donne ?

JD : En Afrique, l'absence de consensus ou les révisions constitutionnelles intempestives et cavalières sont à l'origine des frustrations qui conduisent à des élections contestées. Ainsi, la révision du 11 janvier 2011 a jeté les bases du chaos électoral que la RDC avait connu. À quelques mois des prochaines élections, il est important qu'on puisse avoir un cadre constitutionnel respecté par toutes les parties prenantes. Ceux qui aujourd'hui en RDC militent pour la révision constitutionnelle étaient hier des farouches défenseurs de cette même Constitution lorsque nous évoquions à l'époque quelques faiblesses théoriques afin de dépoussiérer le texte. Curieusement, ils

retournent aujourd'hui leur veste par opportunisme simplement pour trouver des mécanismes de conservation du pouvoir envers et contre tout.

LDB : L'arbitrage du peuple à travers un référendum serait, pour certains analystes, la voie indiquée pour résoudre la polémique suscitée par la révision de la Constitution. Est-ce aussi votre avis ?

JD : En son article 218, la Constitution de la RDC indique les personnes ou les organes qui ont le droit de l'initiative de la révision constitutionnelle. Il s'agit du président de la République, du gouvernement, d'un groupe de députés ou du peuple à travers une pétition de 100.000 signatures. Dans ce cas d'espèce, le référendum peut intervenir comme l'adoption d'une révision qui doit être juridiquement encadrée et organisée par le droit. A contrario, le référendum ne doit pas être utilisé comme un mécanisme qui aide à expurger les violations de la Constitution ou qui cache un coup d'État. L'on ne doit pas organiser un référendum inconstitutionnel. Rappelez-vous de l'Ukraine où des pseudo États qui ont organisé des référendums n'ayant aucune valeur juridique. La même chose s'est passée en Catalogne en Espagne au nom du droit du peuple à l'autodétermination. Ce n'est

pas le recours au peuple en tant que stratégie de fraude qui peut justifier un référendum. Cela peut être dangereux. C'est pourquoi des pays tels que l'Allemagne, une des grandes démocraties, a mis en index le référendum. En fait, Adolphe Hitler s'est installé au pouvoir par voie référendaire. C'est dire que le référendum n'est pas un élixir de fraude constitutionnelle. Grosso modo, il ne faut pas toucher à certaines dispositions constitutionnelles pour garantir l'alternance politique par le respect de deux mandats. Depuis 1960, l'irrespect des textes et la non-intériorisation des valeurs constitutionnelles sont à la base de notre dévoiement historique.

LDB : Que conseillez-vous aux Congolais à la veille des prochaines élections ?

JD : Nous sommes donc à la croisée des chemins. Et la seule alternance est le respect de la Constitution qui est notre architecture juridique. Nous devons vivre comme tous les peuples du monde civilisé en privilégiant la force du droit. A contrario, si nous refusons l'État de droit pour emprunter le schéma du droit de la force, de la violence et de la jungle, nous aurons nous-mêmes fait le choix de l'insécurité, de la violence, de la conflictualité et du chaos.

Alain Diasso

RDC

La Monusco reste encore pour un an

L'ONU a renouvelé jeudi pour un an le mandat de sa mission en République démocratique du Congo (RDC) et a décidé d'en réduire les effectifs militaires de 10%, sur fond de tensions avec Kinshasa qui réclame un départ rapide des Casques bleus.

Selon une résolution du Conseil de sécurité adoptée unanimement jeudi, la Monusco verra ses effectifs réduits de 2.000 hommes, sur près de 20.000 soldats autorisés.

La résolution souligne aussi la nécessité de rendre la Monusco plus souple et mobile, et plus efficace sur le terrain. Le Conseil indique «son intention de rendre cette réduction d'effectifs permanente» dès que des progrès auront été faits dans la démocratisation et la stabilisation du pays et «pour réduire la menace» des groupes armés actifs dans l'est du pays, en premier lieu les rebelles rwandais des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR).

Mais pour l'instant il maintient le plafond autorisé de la force, fixé à 19.815 soldats et 1.400 policiers environ, ce qui lui permettra si besoin de revenir sur sa décision. Selon des diplomates du Conseil, ce geste envers Kinshasa reste bien en-deçà des exigences du gouvernement congolais, qui réclamait le retrait immédiat de 6.000 Casques bleus au moins.

L'ambassadeur congolais, Ignace Gata Mavita, n'a pas semblé s'en formaliser. Devant le Conseil il s'est félicité que «le fil du dialogue entre le gouvernement de RDC et la Monusco a été

rétabli». «Sans vider nos préoccupations quant au fond des questions abordées par cette résolution, mon gouvernement en prend acte et je voudrais vous assurer de la poursuite de sa coopération avec les Nations unies», a-t-il ajouté. La force, présente depuis 15 ans en RDC et essentiellement déployée dans l'Est, en proie à des conflits depuis plus de 20 ans, est une des plus importantes et des plus chères (1,4 milliard de dollars par an) déployées par l'ONU. Au 28 février, la Monusco comptait 19.453 soldats, 1.107 policiers et 895 civils expatriés plus du personnel local. Le Conseil évoque une «stratégie de sortie» pour la Monusco mais insiste pour que ce retrait réclamé à cor et à cri par Kinshasa soit «graduel et progressif, lié à des objectifs spécifiques à définir en commun» par le gouvernement congolais et la Monusco. Il demande donc à Kinshasa «d'engager un dialogue stratégique régulier» avec l'ONU à ce sujet.

Apaiser Kinshasa

En particulier, le Conseil lie un retrait de la Brigade d'intervention forte de 3.000 hommes, qui est le fer de lance de la force onusienne, à «des progrès durables pour mettre fin à la menace des groupes armés», ainsi qu'à la création éventuelle d'une «force congolaise de réaction rapide».

Le mandat de la force onusienne reste essentiellement le même, avec un accent mis sur la protection des civils et sur l'aide à l'organisation «d'un processus électoral transparent et crédible». Cette décision,

destinée à apaiser Kinshasa, est une mesure transitoire qui ne règle pas le différend de fond entre le gouvernement congolais et l'ONU sur l'avenir de la force. Le gouvernement congolais, excédé par les remontrances de l'ONU sur les droits de l'homme et la bonne gouvernance, veut un départ rapide des Casques bleus alors que l'ONU insiste sur un retrait progressif et ordonné, lié à de réels progrès sur le terrain. La Monusco ne participe pas à l'offensive gouvernementale menée actuellement contre les rebelles rwandais des FDLR dans l'est du pays. L'ONU reproche en effet à Kinshasa d'avoir nommé, pour diriger cette offensive, deux généraux coupables de violations des droits de l'homme. Selon l'ONU, les FDLR comptent moins de 2.000 combattants, dont 300 «jusqu'au-boutistes». Kinshasa et la Monusco ont néanmoins entrepris des discussions à Kinshasa pour tenter d'améliorer ces relations tendues. Le débat sur cette résolution avait donné lieu il y a quelques jours à un vif échange entre le chef de la Monusco Martin Kobler et le ministre congolais des Affaires étrangères Raymond Tshibanda. Ce dernier avait affirmé que «le moment était venu» pour la RDC d'assumer seule sa sécurité et que Kinshasa en faisait une question de souveraineté nationale. Tout en admettant que les Casques bleus partiront un jour ou l'autre, M. Kobler avait affirmé que la sécurité restait précaire en RDC et que le retrait de la Monusco ne devait pas être précipité.

André Viollaz (AFP)

SOLENNITÉ

Kinshasa vibre au rythme du Festival international des peuples autochtones

Annoncée depuis plusieurs mois, la deuxième édition de ce Festival ouvre ses portes le 27 mars pour se clôturer le 29. Il se déroulera en l'espace Fête par fête sur l'avenue de la Justice à Gombe.

L'activité soutenue par le gouvernement de la RDC et la Dynamique des groupes des peuples autochtones (DGPA) vise notamment un appui à l'initiative de la proposition de loi portant promotion et protection des droits des peuples autochtones pygmées en RDC qui a été introduite à l'Assemblée nationale. Le Festival international des peuples autochtones (Fipa), qui se déroulera en l'espace Fête par fête, à Gombe, est également l'opportunité unique pour les autochtones venant de quatre coins de la planète de resserrer leur lien culturel à travers l'échange et partage d'expériences entre eux et les cultures du monde. Dans le cadre de ces travaux et pour atteindre les objectifs vi-

sés, l'organisation a prévu dans le programme, entre autres, des conférences-débats qui seront animées par des experts internationaux et nationaux, ainsi que les représentants des différents ministères traitant la question autochtone en RDC.



Des autochtones pygmées accompagnés d'un bantou placé à leur gauche

Le programme établi que les organisateurs ont voulu voir se passer dans une ambiance à la fois festive et conviviale prévoit également la découverte, dans un esprit de partage d'idées et d'échange d'expériences, de la richesse culturelle des peuples autochtones du monde, notamment de l'Afrique centrale et orientale, de l'Europe du nord, de l'Amazonie et de l'Asie du sud-est, à travers des expositions et divers spectacles.

Lucien Dianzenza

ITIE

Jean-Pierre Okenda : « les communautés locales ne bénéficient pas des ressources issues des industries extractives »

La Coalition Publiez ce que vous payez de la République démocratique du Congo (CPCQVP)/RDC organise, du 25 au 27 mars, dans la salle de réunions du Réseau ressources naturelles (RRN), à Kinshasa la première évaluation trimestrielle du processus ITIE de l'année 2015.

L'atelier organisé à Kinshasa constitue la concrétisation du rêve de cette coalition : mettre ensemble tous les réseaux engagés dans la mise en œuvre de l'ITIE en vue d'échanger sur les questions liées à cette initiative. Cet atelier qui bénéficie de l'appui de Cordaid, du Secrétariat technique de l'ITIE RDC et de la CERN, connaît la participation de quarante et deux personnes, délégués des organisations membres de la CPCQVP/RDC, de la Plate-forme des organisations œuvrant dans le secteur minier, du RRN et de la CERN, venus de toutes les provinces du pays.

Pour le coordonnateur de la CPCQVP /RDC, Me Jean-Claude Katende, cet atelier d'évaluation est le plus important de tous depuis que cette Coalition a commencé à organiser ces genres de réunions. Parce que, a-t-il expliqué, il constitue la concrétisation du rêve de Publiez Ce Que Vous Payez, qui était de mettre ensemble tous les réseaux engagés dans la mise en œuvre de l'ITIE en vue d'échanger sur les questions liées à cette initiative. « Tous réseaux pertinents travaillant sur



l'ITIE sont ici représentés », a-t-il soutenu, au début de ces travaux. Me Jean Claude Katende a estimé qu'en travaillant ensemble, l'objectif de ces différentes organisations membres de cette structure est de pousser l'ITIE/RDC à impulser des profondes réformes dans le secteur extractif. « C'est un travail que l'ITIE n'a pas encore fait à ce jour », a expliqué ce juriste, avant de saluer le soutien des organisations qui ont appuyé cet atelier. Dans les travaux proprement dits, les participants ont commencé par examiner un ensemble de documents en rapport avec les annexes du code de conduite des organisations impliquées dans la mise en œuvre de l'ITIE. Il s'agit de la Commission de discipline et de règlement des litiges, le groupe d'accompagnement des délégués de la société civile à l'initiative de transparence des industries extractives, le code électoral. À en croire les participants, ces textes, une fois amendés, seront adoptés dans les prochains jours.

Les participants ont aussi échangé

sur l'étude de cadrage faites par les organisations de la société civile dans le but de produire un document unique de la société civile à envoyer au Secrétariat technique de l'ITIE/RDC.

Dans son mot prononcé au début de ces assises, le conseiller en charge de Ressources naturelles en RDC de Cordaid, Jean-Pierre Okenda, a souligné que la gestion des ressources naturelles requiert un gouvernement comptable devant le public, une société civile renforcée en compétences en vue d'exercer l'exercice citoyen. Il a affirmé que ce sont cette vision et l'importance que révèle le travail qu'abattent les organisations de la société civile qui motivent l'appui de sa structure à ce travail qui est en train d'être fait dans le cadre du processus ITIE. « Le business qui est fait sur les ressources naturelles n'est pas équitable, les communautés locales ne sont pas bénéficiaires de ces ressources issues des industries extractives », a-t-il déploré.

Lucien Dianzenza

PROTECTION DE L'ENFANCE

Kinshasa et Bruxelles renforcent leur partenariat

Les autorités congolaises et bruxelloises ont inauguré les travaux d'évaluation de la Loi portant protection de l'enfant et du protocole de collaboration de 2013. La rencontre organisée du 25 au 26 mars dans la capitale congolaise a réuni en atelier les fonctionnaires des ministères ayant en charge cette matière dans les deux pays.

Présent à la cérémonie d'ouverture des travaux, le ministre de l'Aide à la jeunesse, à la Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB), Rachid Madrane, a insisté sur les innovations apportées au projet. Selon lui, ces journées traduisent une nouvelle dynamique dans la coopération entre son pays et la RDC. Et cela se vérifie par la présence d'autant de professionnels des deux pays réunis sur le thème de droit et protection de l'enfance. « Jamais autant de personnes pratiquant le même métier n'ont été réunies pour échanger, travailler et réfléchir ensemble », a-t-il renchéri.

En effet, parmi les participants, il y a les juges, les travailleurs sociaux de rue, les assistants sociaux, les éducateurs spécialisés, les responsables politiques, les membres d'administration, les formateurs en travail social, les professeurs, les

avocats et les jeunes. « C'est une immense joie pour moi de participer à l'ouverture de cet atelier qui symbolise si bien la très bonne collaboration entre mon département et les acteurs congolais œuvrant dans la protection de l'enfance », a déclaré Rachid Madrane. Le ministre belge est revenu sur un autre aspect remarquable des travaux. « C'est l'énergie commune qui a pu être produite par des professionnels agissant dans les deux pays », a-t-il indiqué.

Les réalités entre les deux pays peuvent être différentes en matière de problème d'enfance, mais le défi à relever reste le même partout. Au fait, il n'y a pas plusieurs manières d'apporter de l'aide aux catégories vulnérables. « Aider un enfant en souffrance ou en danger, quel que soit l'endroit où il vit, reste toujours une démarche pratiquement identique », a dit Rachid Madrane. Même si les réalités sont spectaculairement différentes, il y a un rapprochement dans la pratique d'aide sociale à l'enfance. « Tous les pays du monde procèdent du même métier », a-t-il poursuivi.

Accompagné par la ministre du Genre, Bijou Kat, Rachid Madrane a rappelé l'urgence d'aller au-delà des textes, des lois et des protocoles. Il faut des actes concrets

et quotidiens. « Les actes sont simples ou difficiles à mettre en œuvre dès qu'il s'agit de l'assurer sur la durée et à la dimension d'une ville aussi importante que Kinshasa », a-t-il martelé. Cet argument pourrait bien s'étendre à la dimension continentale de la RDC. « Croyez bien que je serai très intéressé par les conclusions de votre atelier, et plus particulièrement par les recommandations », a conclu Rachid Madrane. L'idée est d'arriver à un bilan exhaustif avant de projeter les perspectives d'avenir. Sur place, des formateurs belges et congolais se sont attelés à la tâche. Ces journées ont été un succès avec la forte implication constatée des étudiants de l'Institut national des travailleurs sociaux, une structure de formation sociale organisant un diplômé de trois ans. Il est créé avec l'appui de la FWB dans le cadre du protocole de collaboration. Jean-Marie Harvengt, ancien conseiller décédé suite à un accident de circulation, s'est impliqué fortement dans la mise sur pied de l'école. Il y a eu également le rôle important joué par le Dynamo international et le CTSR, une plate-forme des travailleurs sociaux de rue congolais.

Laurent Essolomwa

AMICAL FIFA

Les Léopards déjà à Dubaï pour affronter l'Irak

Le onze national de la RDC séjourne à Dubaï aux Émirats arabes unis pour un stage de neuf jours qui a débuté le 23 mars. Cette séance sera de deux rencontres, la première de date Fifa le 28 mars contre les Lions de la Mésopotamie de l'Irak et la seconde le 31 mars contre probablement le même adversaire.

Le sélectionneur Florent Ibenge publiait quelques semaines avant une liste des joueurs principalement des binationaux évoluant en Europe, convoqués pour la première fois, et quelques cadres pour faciliter l'intégration de ces néo-internationaux RD-congolais. Mais certains jeunes joueurs ont finalement décliné l'invitation du sélectionneur national. Cédric Bakambu qui devrait rejoindre le groupe ne pourra finalement pas venir à cause d'une blessure au genou, de même Wilson Kamavuaka de Sturm-Graz en Autriche. Chancel Mbemba d'Anderlecht qui n'est pas binationnel sera aussi absent, lui qui se re-



Diermerci Ndongala

met à peine d'une blessure. Presnel Kimpembe du Paris-Saint-Germain, a pour au final choisi de rejoindre la France U20 alors qu'il a longtemps joué avec la RDC dans les sélections de jeunes. Les autres absents sont le latéral droit Luis Pedro Cavanda de la Lazio de Rome, l'attaquant Clark N'Sikulu d'Evian TG en France et le défenseur Jordan Ikoiko du Havre en France, le milieu de terrain Rémy Mulumba d'Auxerre, ainsi que le jeune attaquant Hervin Ongenda de Bastia en France. Ils sont restés en club.

Florent Ibenge a récupéré certains joueurs locaux (Makwekwe, Mabele, Luvumbu et Mubele de V.Club, ainsi que Kimwaki de Mazembe) pour pallier ces absences. Il a épinglé ces désistements de dernière minute suite à une certaine pression exercée par les clubs européens sur ces jeunes joueurs. « Les clubs européens mettent un tout petit peu la pression, mais ça me dérange pas. Je leur (joueurs) avais dit qu'ils ont une chance, comme ils sont binationaux, de jouer soit pour nous, soit pour l'un ou l'autre pays. Maintenant que nous nous intéressons à eux, les autres pays s'intéressent aussi. Tant mieux pour les gamins. Il faut qu'ils réfléchissent bien pour qu'ils soient internationaux », a-t-il dit.

Convoqué pour la première fois, Paul-José Mpoku qui a répondu favorablement à l'invitation de Flo-



Paul-José Mpoku

rent Ibenge a déclaré : « J'ai été invité par le sélectionneur Ibenge et la République démocratique du Congo pour un match amical. À travers cette invitation, j'espère ressentir l'esprit de l'équipe et j'espère que ça m'aidera dans ma réflexion. Vous savez comment il est difficile de choisir, car j'aime énormément mes deux pays que sont la Belgique et la RD Congo, et je veux être capable de faire un choix avec le cœur et non avec la tête. Peu importe mon choix, rien ne m'enlèvera un de mes deux Pays ». Et l'on apprend que l'ambiance est très conviviale entre ces jeunes qui sont ensemble en sélection de la RDC pour la première fois et qui attirent l'attention des médias à Dubaï.

Les joueurs présents à Dubaï sont les gardiens de but Kiassumbua Joel (Wohlen/Suisse), Kudimbana Nicaise (Anderlecht/Belgique) et Mandanda Parfait (Charleroi/Belgique) ; les défenseurs Botaka Jordan (Excelsior Rotterdam/Pays-Bas), Mavinga Chris (Reims/France), Nsakala Fabrice (Anderlecht/Belgique), Tamata Abel (PSV Eindhoven/Pays-Bas), Zakuani Gabriel (Peterborough/Angleterre), Mabele Bawaka (V.Club), Kimwaki Joël



Joël Kiassumbua

(Mazembe), Makwekwe (V.Club). Les milieux de terrain retenus sont Kebano Nesskens (Charleroi/Belgique), Maghoma Jacques (Sheffield Wednesday/Angleterre), Mpoku Paul-José (Cagliari/Italie), Mulumbu Youssouf (West Bromwich Albion/Angleterre) et Toko Nzuzi (Eskisehirspor/Turquie). Enfin, les attaquants appelés sont Bokila Jérémy (Terek Grozny/Russie), Bolasie Yannick (Crystal Palace/Angleterre), Lukoki Jody (PEC Zwolle/Pays-Bas), Mbala David (Penafiel/Portugal), Ndongala Dieumerici (Charleroi/Belgique), Mubele Firmin et Luvumbu Héritier (V.Club).

Martin Enyimo

DEVOIR DE MÉMOIRE

Le cardinal Émile Biayenda et le président Alphonse Massamba-Débat : 38 ans après leur mort

Le 22 mars 1977, l'archevêque de Brazzaville, le cardinal Émile Biayenda a été assassiné. Trois jours plus tard, le président Alphonse Massamba-Débat est exécuté après avoir été condamné à la peine de mort par la Cour martiale. Deux illustres personnalités qui, trente huit ans après leur tragique disparition, marquent toujours la mémoire collective par leur humilité et leur patriotisme.

Haute figure spirituelle et humaine, le cardinal Émile Biayenda, martyr et homme de foi et d'amour a consacré sa vie pour son peuple, en s'offrant à la suite du bon pasteur pour le salut du peuple congolais. Il a ouvert un chemin de vie pour les générations congolaises d'aujourd'hui et de demain. Il a ouvert le sentier de la négation des pseudo-valeurs du monde à l'envers dans lequel végète la majeure partie de l'élite du pays.

« Le Cardinal Émile Biayenda

demeure notre modèle à tous : un modèle de pureté et de profondeur spirituelle, un modèle de vérité et de véracité devant Dieu et les hommes. Sa figure doit aider à remplir l'Église du Congo marquée par un vide caractéristique au niveau des modèles et des formes. Sa personnalité peut devenir une planche de salut pour notre pays en quête de pertinence historique. Son histoire contribuerait à convertir notre histoire nationale, notre église locale et notre vie personnelle en une saison scintillante de beauté, d'unité et de vérité en Jésus Christ », a dit Mgr Bernard Nsayi, fils spirituel du Cardinal Émile Biayenda en 2007 à Rome devant la communauté congolaise lors de la célébration du 30^e anniversaire de la mort du prélat. Et d'annoncer le procès de Béatification et de canonisation du Vénérable Cardinal Émile Biayenda « La cause du Cardinal est une cause nationale et internationale. Elle concerne tous les Congolais et les Africains. Elle est une cause



Le cardinal Émile Biayenda

d'Église » a-t-il ajouté.

«Le flambeau du sport africain ne s'éteindra pas»

Enseignant au Tchad et à Brazzaville, homme politique, Alphonse Massamba-Débat, né en 1921, avant de diriger le Congo de 1963 à 1968 fut député, directeur de cabinet du ministre de l'Éducation, président de l'Assemblée nationale

puis membre du gouvernement. C'est sous son règne que furent organisés les premiers Jeux africains qui réunirent du 18 au 25 juillet 1965 à Brazzaville, la jeunesse africaine.

Haut moment de consolidation de l'unité africaine et d'affirmation des valeurs morales, les olympiades à l'africaine qui vont célébrer les 50 ans d'existence du 4 au 19 septembre prochain à Brazzaville sont redevables à cet homme qui, à l'ouverture des premiers JA déclarait : « Le flambeau du sport africain ne s'éteindra pas. Bien au contraire, aujourd'hui, sa flamme est à la dimension de notre continent. C'est un grand privilège pour Brazzaville que d'avoir à le brandir à ce moment historique où l'Afrique tout entière qui à maintes occasions a renié son entité, va enfin l'affirmer, le célébrer. Premiers Jeux africains ! Premiers Jeux d'une Afrique unie, libre, d'une Afrique

qui dit-on danse. Mais la danse africaine est faite de transes, de foulées de bonds, d'acrobaties, de tout. L'Afrique dans sa vie de chaque jour ressemble à un immense champ olympique. Il lui manquait de rentrer en compétition avec elle-même pour se mesurer et se surpasser. Oui, à Brazzaville, le fruit de cette saine compétition, de cette émulation des peuples amis et frères, forcera à coup sûr le monde entier à mettre l'Afrique sur le piédestal. Ses fils l'ont juré. Les lucioles lui ront dans la nuit en guise de feux d'artifice et les tams-tams crépiteront partout pour fêter cette victoire». Le cardinal Émile Biayenda et le président Alphonse Massamba -Débat : deux hommes, deux personnalités, deux serviteurs de dieu, trente huit ans après leur mort sont restés des modèles de vie et d'exemples pour la jeunesse.

Hervé Brice Mampouya

La Jac réunit les jeunes autour de la thématique sur le développement socio-communautaire local

C'est en vue d'instruire les jeunes sur leur apport dans le développement socio-communautaire, que la JAC (Jeunesse Active du camued) a organisé, le 21 mars dans l'amphithéâtre de Sueco, une conférence portant sur le développement socio-communautaire local qui a été animée par Hische André Yaba, actuel président de l'ONG internationale canadienne Galaxie jeunesse internationale basée au Canada, Coach en développement des affaires.

Etudiants, jeunes entrepreneurs, responsables d'entreprises et autres, ont pris part à cette rencontre d'échange et d'information, la deuxième du genre après celle de Brazzaville qui a eu lieu le 14 février dernier. Hische André Yaba, qui réside au Canada est venu sur invitation de la JAC, association regroupant des jeunes (âgés entre 15 et 35 ans) du Camued (Centre administratif de la mission unificatrice des enseignements divins) dont il fait aussi partie. «Nous l'avons invité pour susciter un réveil effectif au sein des jeunes, les conduire à se prendre en charge», a confié José Lieno, membre de la JAC, manager de la société JL-Tech. C'est depuis 2014 que Galaxie jeunesse internationale, ONG qui oeuvre, entre autres, pour l'insertion socio-professionnelle de la jeunesse africaine et leur participation dans le processus du développement de l'Afrique, organise et anime ces séminaires d'information à travers les pays d'Afrique.

Ce, en vue de voir avec les jeunes, les experts et autorités politiques, comment répondre aux besoins sur le terrain, voir ensemble quels sont les mécanismes à mettre en place pour favoriser l'insertion socio-professionnelle des jeunes et rendre les communautés locales autonomes. Galaxie jeunesse entend inciter les jeunes à l'entrepreneuriat et à l'apprentissage des métiers de première ligne (agriculture, mécanique, couture et autres), susciter en eux l'esprit de créativité et ainsi, enrichir leur apport dans le développement socio-communautaire local.



Hische André Yaba lors de la conférence

Démarche s'inscrivant dans une optique de développement durable, le développement socio-communautaire est un processus visant à mettre une communauté au centre de tout pour lui permettre de se prendre en charge et améliorer la qualité de vie de ses résidents. Ce, en tenant compte des aspects politique, économique et environnemental. Au cours de la rencontre Hische André Yaba a instruit les jeunes sur l'importance de leur implication et de leur contribution dans ledit développement socio-communautaire des pays d'Afrique en général et du Congo en particulier.

«Si nous n'éduquons pas les jeunes aujourd'hui, l'Afrique de demain n'existera pas. Il est nécessaire pour nous aujourd'hui de mener de telles actions pour susciter cet intérêt au sein de la jeunesse», a-t-il dit avant d'exhorter les jeunes à lutter contre la pauvreté, une lutte qui passe par le combat contre l'ignorance et l'immobilisme, la création des richesses nécessaires à la croissance et au développement de l'Afrique. Les jeunes se doivent de s'informer et se former pour pouvoir accéder à leur insertion

sociale et professionnelle et assurer l'avenir des pays. Le conférencier a insisté: « Lutter contre la pauvreté ce n'est pas lutter contre les riches. Hier, être pauvre, c'était « ne pas avoir », aujourd'hui c'est « ne pas apprendre et savoir », demain ce sera « ne pas appartenir. »

Il ressort des échanges que bon nombre de jeunes entreprennent déjà, d'autres entendent le faire mais sont confrontés au problème de moyens financier et matériel pour pouvoir créer et développer leur entreprise. Répondant à cette préoccupation Hische André Yaba a estimé que le plus important est de se former, d'acquiescer d'abord la connaissance, le savoir faire et être, pouvoir s'orienter et avoir des idées, l'argent et les autres moyens viennent après. Pour être plus efficaces, les jeunes devraient se regrouper, rechercher l'information et les partenariats sur internet, développer leurs activités et savoir bien gérer le temps. Il s'avère aussi nécessaire d'intéresser les jeunes en zone rurale à la création de structures coopératives leur permettant de s'organiser.

Par ailleurs, pour contribuer au développement socio-communautaire des pays d'Afrique, Galaxie jeunesse internationale entend soumettre des partenariats à leurs décideurs politiques. LONG envisage de mettre en place un centre des études dans les domaines du sport et des métiers, premier centre de ce genre dans les pays au sud du Sahara où seront mis en place des mécanismes de promotion des métiers de première ligne ainsi que la promotion de la femme. Après les séances d'information sur le développement socio-communautaire, Galaxie jeunesse internationale entend lancer une série de séminaires de formation.

La conférence de Sueco s'est déroulée en présence des autorités administratives de la ville parmi lesquelles : Rufin Kifouti, directeur départemental de la jeunesse ; Jacqueline Concko, directrice départementale de l'enseignement technique et professionnel ; Alphonse Nkala, directeur départemental du livre et de la lecture publique et des responsables d'entreprise.

Lucie Prisca Condhet

CHAMPIONNAT DÉPARTEMENTAL DE HANDBALL

Les meilleures équipes s'illustrent

À deux journées de la fin de la compétition, les équipes provisoirement en tête du championnat mettent les bouchés double en vue d'accrocher l'édition 2015. En senior homme, l'AS Cheminots 1 a ébrillé le centre de formation technique de handball (CTAHB), 41-29, Patronage a battu Cheminots 2 par forfait, 10 à 0. Chez les dames, Patronage s'est imposé, 33 à 27 face à Tié-Tié Sports



Cheminots homme / photo «adiac»

Les équipes de Pointe-Noire entament le week-end prochain l'avant dernière journée du championnat départemental de handball avant les matches de finale prévus le 5 avril au stade Enriko Mattei. Les meilleures équipes s'illustrent déjà en vue d'accrocher le titre départemental ou d'arracher la qualification pour le championnat national. Il s'agit de Patronage et Cheminots dans les deux versions seniors ainsi que Munisport homme ; Tié-Tié et Atlantic en junior dame ; CTAHB et Asoc en junior messieurs.

En match comptant pour la huitième journée, chez les seniors messieurs, l'AS Cheminots1 a laminé CTAHB, 41-29, Patronage a battu Cheminots 2 par forfait, 10 à 0. Chez les dames, Patronage s'est imposé, 33 à 27 face à Tié-Tié. En catégorie junior dame, Asoc s'est incliné, 13-40 devant Atlantic. À l'issue de cette journée, en senior homme, AS Cheminots est en tête avec 16 points suivi de Patronage 14 points avec deux matches de moins. En senior dame, l'AS Cheminots conserve la tête du championnat avec 10 points devant Patronage 8 points. La première place dans cette catégorie se jouera le 5 avril entre les deux équipes précitées.

En catégorie junior homme, CTAHB est premier avec 6 points, devant Asoc 3 points en junior dame. Tié-Tié sport est leader avec 8 points, Atlantic vient en deuxième position avec 6 points.

Charlem Léa Legnoki

CHAMPIONNAT DÉPARTEMENTAL DE VOLLEYBALL

Interclub et Diabes noirs
seront face à face

La rencontre, qui opposera les deux équipes, est l'une des grandes affiches du 28 mars dans la catégorie des cadets.

La confrontation Interclub-Diabes noirs ouvrira le bal de la cinquième journée de la compétition. Un match sans merci pour les deux équipes qui n'ont pas encore goûté à la victoire depuis le début de la compétition. Interclub s'est incliné tour à tour devant VBC Espoir (0 set à 2), face à DGSP 1 (1 set à 2) ainsi que devant DGSP 2 par le même score. Le tableau des résultats est aussi sombre pour les cadets de Diabes noirs : défaites face à la DGSP 2 (0 set à 2), même score face à VBC Espoir avant de s'incliner à nouveau, toujours par ce score, devant la DGSP 1. Le samedi, d'un côté comme de l'autre, l'objectif sera de mettre définitivement fin à cette malédiction qui poursuit les deux équipes. Nul ne sait qui sera vaincu ou vainqueur. Le même jour, dans la deuxième rencontre, DGSP 2 va en découdre avec VBC Espoir. Cette dernière équipe qui a trois victoires d'affilée est un adversaire que la DGSP 2 devrait prendre au sérieux.

Les résultats des autres journées

Lors de la première journée, DGSP 1 a pris le dessus sur la DGSP 2 (1 set à 2) avant de s'incliner lors de la deuxième journée devant VBC Espoir (0 set à 2). Chez les juniors, la DGSP 1 a dominé VBC Espoir (3 sets à 2). Lors de la 4e journée, VBC Espoir a pris sa revanche en l'emportant sur la DGSP 2 (3 sets à 2).

Dans la catégorie séniors dames, qui sont déjà dans la phase retour, Kinda Odzoho a infligé une défaite de 3 sets à 1 à Interclub. Lors de la 8e journée, le tour était revenu à la DGSP de s'incliner devant Kinda Odzoho qui l'a emporté par le même score. Chez les séniors hommes, Kinda Odzoho a laminé Interclub 3 sets à 0. Le match entre Interclub-DGSP, ajourné pour insuffisance d'éclairage, se disputera finalement lors de la clôture des championnats départementaux.

Rominique Nerplat Makaya

CONGO-MAROC

Un premier test pour les U-23 congolais

Les Diabes rouges U-23 affrontent ce vendredi à 19 heures à Casablanca les Lions de l'Atlas A' dans un match amical comptant pour la journée Fifa.

Sur les dix-huit joueurs convoqués par Claude Le Roy, seul Boukama-Kaya n'a pas effectué le déplacement du Maroc. Le chargé des médias de la Fédération congolaise de football, Emmanuel Kaba, a expliqué dans le communiqué de presse qu'il nous a fait parvenir que ce joueur évoluant en Angola n'a pu recevoir son billet à temps. Mais qu'à cela ne tienne, depuis leur arrivée, les Congolais n'ont pas chômé.

Ils ont eu leur première séance d'entraînement mardi à 18 heures sous une température de 12 degrés puis mercredi matin au stade de Raja sous la direction de Claude Le Roy. Une dernière séance d'entraînement a eu lieu hier à 19 heures.

Sur les dix-sept joueurs qui ont répondu à sa convocation, trois vont découvrir la sélection nationale pour la première fois, notamment Rozan Varel de Kenitra au Maroc, Randy Goteni évoluant à Troyes en France et Yannick Loemba, sociétaire du Mons en Belgique. Et Claude Le Roy n'a pas l'intention de prendre ce match à la légère. « Nous jouons contre le Maroc A'. Ici les équipes sont seniors même si elles sont reparties en catégorie A et A'. Mais que ça soit A ou A', c'est la même importance et ce match est un match important pour nous au regard de notre calendrier international », a précisé le sélectionneur des Diabes rouges.

Ce groupe aura sans doute un calendrier très chargé dans la mesure où il est engagé aux éliminatoires du Championnat d'Afrique des U-23. Les Diabes rouges entreront en compétition le 22 mai contre le vainqueur du match Ghana - Libéria. La phase finale de la CAN U-23 se disputera

en décembre prochain au Sénégal. Cette compétition est d'une importance capitale parce qu'elle est qualificative aux Jeux olympiques de Rio en 2016. Les Jeux africains de 2015 sont un autre défi qui



Les Diabes rouges U-23 au Maroc (Photo Emmanuel Kaba)

attend ce groupe. Gagner la médaille d'or lors des 11^{es} Jeux africains que Brazzaville aura le privilège d'organiser du 4 au 19 septembre, c'est ce que les Congolais attendent de ces jeunes joueurs.

Joueurs présents au Maroc

Christoffer Mafoumbi (Lens/ France)
Pavelh Ndzila (Etoile du Congo)
Boris Tilton Moubhio Ngounga (AC Léopards de Dolisie)
Sagesse Babelé (AC Léopards de Dolisie)
Carof Bakoua (AC Léopards de Dolisie)
Dimitri Magnokélé Bissiki (AC Léopards de Dolisie)
Cosme Andrely Antoni Mavoungou (Diabes noirs)
Césair Gandzé (AC Léopards de Dolisie)
Constantin Chris Bakaki (Diabes noirs)
Hardy Alain Samarange Binguila (AJ Auxerre)
Percy Akoli (AC Léopards de Dolisie)
Xavier Brandon Kevin Koubémba (Lille)
Justalain Moïse Nkounkou (Etoile du Congo)
Silvère Ganvoula Mboussy (Raja de Casablanca/ Maroc)
Varel Rozan (Kenitra/ Maroc)
Randy Goteni (Troyes/ France)
Yannick Loemba (Mons/ Belgique).

James Golden Eloué

BRIN D'HISTOIRE

Mgr Ernest Kombo

Né le 27 mars 1941 à Pointe-Noire, Mgr Kombo est décédé le 22 octobre 2008 à Paris, des suites d'une longue maladie. Il a été inhumé le jeudi 13 novembre de la même année, à la cathédrale Sacré-Cœur de Brazzaville.

Ancien président de la Conférence nationale souveraine, ancien président du Conseil supérieur de la République, il fait ses études primaires à Voka (Boko) et ses études secondaires à Mbamou. En 1965, il entre au Grand séminaire Libermann de Brazzaville où il obtient son baccalauréat. Deux ans plus tard, il entre dans la Compagnie de Jésus-Christ avant de se rendre en France. Il atterrit au noviciat d'Aix-en-Provence. Il est admis au ministère de Jésus-Christ à l'église Sainte-Anne le 8 juillet 1973. Le 15 décembre 1980, il est nommé évêque de Nkayi (Bouenza). Sacré le 6 janvier 1984 à Rome, Mgr Kombo est admis au titre d'administrateur apostolique de Pointe-Noire, sa ville natale, le 1er juin 1986. Le 11 novembre 1988, il est nommé à Owando (Cuvette).

C'est de sa bonne ville d'Owando qu'il est appelé pour participer à la Conférence nationale souveraine. Il en est élu

président. Le grand public le découvre à ce moment-là. Il adoucissait, par ses propos, les morsures des morfondus qui versaient leur fiel sur le président de la République. Son expression « atterrissage en douceur » a fait florès. Authentique dans ses interventions, il n'a fait, à aucun moment, référence à une pseudo-communauté internationale, dont se repaissent certains, ces derniers temps. Il faisait confiance au génie congolais pour « laver le linge sale en famille », une autre expression qu'il aimait utiliser, contrairement à tous ces politiciens qui reviennent au devant de la scène avec toutes les cabrioles imaginables. La supercherie n'a plus de frein dans ce pays. À l'heure du tout média, les sorties médiatiques vous font d'un poltron un crâneur. Les pitreries cathodiques assénées avec le sceau de l'évidence indiscutable sont étonnantes pour des hommes qui ont le désir de nous gouverner. Que de lâchetés autorise la communauté internationale !

Que de dépouilles sacrifiées sur l'autel de cette communauté internationale ! Dans les décombres de ses interventions, on compte, pêle-mêle, l'Afghanistan, la Somalie, et, le cas le plus récent, la Libye du colonel Kadhafi, complète-

ment anémique. La communauté internationale est une véritable nébuleuse qui veut imposer sa vision de la marche du monde aux nations faibles. Pendant ce temps, face à la Russie de Poutine, c'est l'impuissance. Deux poids, deux mesures. Ingérence dans un cas, vaines gesticulations dans l'autre. C'est l'intervention de cette communauté internationale que l'opposition congolaise appelle à la rescousse. Ce n'est rien d'autre qu'une abdication de notre souveraineté nationale. Quelle regrettable inclination à la vassalisation ! Il suffit de dessiller les yeux pour se rendre compte de l'imposture de certains politiciens. Avec une vélocité extraordinaire, ils passent, exaltés jusqu'à la frénésie, du transformisme (changement de la constitution) au fixisme (opposition au changement de la constitution). Cette inconstance est suspecte. À travers leurs fantaisies oratoires, ils se livrent à de tentatives vagabondes d'assertions sophistes. Heureusement qu'il y a encore des Congolais, Martin Mberien l'occurrence, pour affirmer haut et fort que « personne ne fera mieux que nous pour placer le Congo sur orbite, personne ne pourra se substituer à nous pour accomplir notre part de devoir vis-à-vis du Congo. »

La communauté internationale, parlons-en. Elle n'est, en fait, que le plus riche et le plus fort qui veut le prouver par son intrusion permanente dans les affaires intérieures du pauvre et du faible, au nom du droit d'ingérence à sens unique. Et, il se trouve des hommes politiques, chez nous, pour accepter cette nouvelle forme d'asservissement « volontaire ». Plus généralement, cette attitude infantile met en cause notre capacité à résoudre nos problèmes. Mgr Kombo doit se retourner dans sa tombe. Lui, qui a toujours eu foi en l'homme congolais. Au milieu de ces intumescences qui font éclater le cœur, on ne peut qu'être indigné par la sublime absurdité de cette imploration à la communauté internationale. « Dans une partie engagée avec des tricheurs, qui ne trichent pas par accident mais par principe », il est difficile de ne pas être déçu. Singulière époque que celle dans laquelle nous vivons. Mgr Kombo aurait sans doute suggéré, en lieu et place du recours à la communauté internationale, « la pire des flagorneries étalée partout aujourd'hui » par une classe politique veule, une solution endogène à nos contrariétés. Paix à son âme.

Mfumu